

# DÉPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE vs. ÉTAT ET DÉVELOPPEMENT : D'UNE PROBLÉMATIQUE À L'AUTRE

Rémy HERRERA  
(CNRS)

## Résumé :

Ce Cahier « Dépenses publiques et croissance vs. État et développement » est une version synthétique de l'Habilitation à Diriger des Recherches (HDR) soutenue par l'auteur à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne en juin 2002, devant un jury composé de : Samir Amin (Forum du Tiers Monde, Sénégal), Gérard Destanne de Bernis (Université de Grenoble), Paulo Nakatani (Université de Espírito Santo, Brésil), Bernard Paulré (Université de Paris 1), Pascal Petit (CNRS, CEPREMAP), Dominique Lévy (CNRS, CEPREMAP), Bernard Guerrien (Université de Paris 1).

## Abstract:

This Paper « Public Expenditure and Growth vs. State and Development » is a short version of the *Habilitation à Diriger des Recherches (HDR)* defended by the author at the University of Paris 1 Panthéon-Sorbonne in June 2002. The board of examiners was composed of: Samir Amin (Third World Forum, Senegal), Gérard Destanne de Bernis (University of Grenoble), Paulo Nakatani (University of Espírito Santo, Brazil), Bernard Paulré (University of Paris 1), Pascal Petit (CNRS, CEPREMAP), Dominique Lévy (CNRS, CEPREMAP), Bernard Guerrien (University of Paris 1).

## Mots-clés :

Dépenses publiques, croissance, État, développement, hétérodoxie, marxisme, système mondial capitaliste, Sud.

## Key words:

Public expenditure, growth, state, development, heterodoxy, Marxism, capitalist world system, South.

**Classification JEL :** H5, N1, O1, O4, O54, P1, P2

# DÉPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE vs. ÉTAT ET DÉVELOPPEMENT : D'UNE PROBLÉMATIQUE À L'AUTRE #

Rémy HERRERA  
(CNRS)

Les travaux que nous rassemblons ici déroulent une recherche menée sur plusieurs années et marquée par une série de publications d'apparence très hétérogènes, mais dont nous nous efforcerons de montrer la cohérence. Cette dynamique a graduellement vu se déplacer son centre d'intérêt d'une étude des effets des dépenses publiques sur la croissance de long terme vers une problématique élargie et plus ambitieuse portant sur les relations entre État et développement.

Ce déplacement de la réflexion, que la présente introduction décrit succinctement, s'est opéré en trois moments, dont la chronologie ordonne les pièces de cet ensemble :

1. le constat, au terme de plusieurs essais réalisés en utilisant les techniques néo-classiques, des limites et échecs des approches du courant dominant et de leur incapacité définitive à se saisir de la réalité sociale ;
2. une critique, à la fois interne et externe, des nouvelles théories et empiries de la croissance récemment proposées par les auteurs orthodoxes, totalement artificielles et sans fondement scientifique ;
3. l'exploration des conditions conceptuelles, méthodologiques et théoriques de sortie du *mainstream* économique, pour entrer en résistance idéologique au sein de l'hétérodoxie radicale.

---

# La version originale de l'*Habilitation à Diriger des Recherches* est disponible auprès de l'auteur : [herrera1@univ-paris1.fr](mailto:herrera1@univ-paris1.fr).

L'issue de cette trajectoire, en forme d'itinéraire contre l'air du temps (serait-elle aussi une invitation au voyage pour les jeunes chercheurs ?), dessine les lignes d'une recherche à venir axée sur la redécouverte et la compatibilité des apports des marxismes contemporains les plus féconds et stimulants pour une analyse des transformations actuelles du capitalisme, du socialisme et de la théorie économique.

La première séquence de travaux regroupe cinq contributions (publiées pour l'essentiel en 1997-1998), qui étudient aux plans théorique et empirique, à l'intérieur même du cadre formel néo-classique, les effets de différentes catégories de dépenses publiques sur la croissance en longue période, et en identifient les défauts :

— c'est d'abord la relation entre éducation et croissance qui est examinée, au moyen d'un modèle de croissance endogène dont le moteur est l'accumulation de capital humain impulsée par l'État dans un secteur éducatif public (*Chapitre 1*) ;

— une étude empirique sur le rôle du capital physique public dans la croissance est ensuite réalisée, en économétrie de panel, grâce à un système d'équations simultanées permettant d'expliquer les effets et les déterminants de ce capital (*Chapitre 2*) ;

— puis ce sont les effets d'externalité et de productivité associés aux secteurs publics (éducation, infrastructure, consommation) qui sont estimés économétriquement sur séries chronologiques, dans le cadre d'un modèle néo-classique (*Chapitre 3*) ;

— l'impact des dépenses militaires est analysé à la fois sur les finances publiques en économétrie des séries temporelles, sur la croissance par la modélisation, et sur la sécurité en combinant croissance endogène et théorie des jeux (*Chapitre 4*) ;

— notre attention s'est aussi portée, en amont de la théorie et de l'empirie, sur la question des données relatives à un type très particulier de dépenses de l'État, celles de défense, abordées sous les angles conceptuel, méthodologique et statistique (*Chapitre 5*).

La deuxième partie, qui rassemble cinq autres articles (écrits en 1999-2000), entreprend de manière plus systématique la critique technique des travaux théoriques et empiriques que les néo-classiques consacrent aux interventions de

l'État, en éclairant notamment les liaisons étroites qu'ils entretiennent avec les politiques néo-libérales :

— les insuffisances du courant dominant sont d'abord mises en évidence à travers une relecture de sa littérature consacrée aux liens dépenses militaires – croissance dans les pays en développement (*Chapitre 6*) ;

— la réflexion se poursuit par une discussion de nature institutionnelle sur les choix étatiques néo-libéraux effectués en matière de politique de l'emploi et d'assurance-chômage dans une conjoncture de grande crise (*Chapitre 7*) ;

— la démarche critique ne débute véritablement qu'avec la remise en cause radicale de la nouvelle théorie néo-classique de la croissance (théorie dite de la « croissance endogène »), aux niveaux technique, mais aussi idéologique (*Chapitre 8*) ;

— cette critique théorique s'articule sur celle de la conception du savoir diffusée par la Banque mondiale, qui supporte une politique de privatisation partielle de celui-ci parfaitement synchrones avec les projets néo-libéraux (*Chapitre 9*) ;

— la critique est étendue au fondement méthodologique de la théorie néo-classique, laquelle, en cherchant sa scientificité dans une économie pure et a-politique, tombe dans la spéculation idéologique et la « science-fiction économique » (*Chapitre 10*).

La troisième étape réunit cinq essais récents (réalisés entre 1999 et 2001, encore en chantier), qui tentent de tenir ensemble critiques interne et externe du *mainstream*, de tracer les pistes d'une recherche s'assurant comme pleinement hétérodoxe, et de prolonger les voies de courants distincts, mais complémentaires, du marxisme actuel :

— ce travail passe nécessairement par une critique de la critique de la pensée unique en économie, sur les terrains épistémologique, historique et théorique, seule susceptible de poser les bases d'une réflexion hétérodoxe radicale (*Chapitre 11*) ;

— il conduit surtout à un retour aux sources théoriques sur la question de l'État chez Marx, sous forme d'une relecture de ses œuvres philosophiques, économiques et politiques, qui restent pour nous la référence centrale (*Chapitre 12*) ;

— ce sont ensuite les théories du système mondial capitaliste, dans leurs variantes marxistes, systémiques et dépendantistes, qui sont mobilisées pour comprendre les problèmes du développement, et non plus seulement de la croissance (*Chapitre 13*) ;

— une application de ces concepts et méthodes est proposée avec une réflexion sur l'histoire économique et sociale de Cuba en longue période, des origines coloniales et néo-coloniales jusqu'au projet communiste porté par sa révolution (*Chapitre 14*) ;

— cette mise au travail de la combinaison entre la théorie et l'histoire est finalement prolongée par une réflexion sur la position des pays du Sud dans le système mondial en transformation et sur les moyens susceptibles de la renforcer (*Chapitre 15*).

Chapitre 1 : **Dépenses publiques d'éducation et croissance – Un modèle de croissance endogène avec accumulation de capital humain dans un secteur d'éducation publique**

C'est dans l'élément de la théorie que nous avons en premier lieu abordé l'étude des relations macro-économiques entre dépenses publiques et croissance de long terme. Il s'agissait d'examiner plus particulièrement les effets de l'éducation sur la croissance en longue période, en recourant à un modèle de croissance endogène par accumulation de capital humain dans un secteur d'éducation<sup>1</sup>, mais construit selon des modalités sensiblement différentes de celles retenues dans la littérature existante. Au début des années 1990, la théorie de la croissance à progrès technique endogène s'était déjà imposée comme cadre d'analyse privilégié, pour ainsi dire incontournable, en macro-dynamique, sans toutefois qu'il n'existât encore — à notre connaissance, et surprise — de modélisation attribuant de manière explicite aux dépenses d'éducation publique le rôle de moteur de la croissance auto-entretenu<sup>2</sup>.

La première singularité de la contribution proposée tient en ceci que la dynamique de croissance est impulsée par l'État, dont les choix d'allocation de ressources budgétaires commandent le rythme d'accrétion du capital humain —contrairement aux modèles traditionnels, plus ou moins dérivés de celui de Lucas (1988), dans lequel c'est de l'agent privé que relève la décision d'investissement en formation. La théorie de la croissance endogène, récente<sup>3</sup> et en apparence nouvelle, prétendait s'être toute entière édifiée dans l'opposition avec la représentation solowienne, qu'elle disait avoir dépassée en étant parvenu à endogénéiser le progrès technique, à rendre compte du sixième fait stylisé kaldorien<sup>4</sup> et à redéfinir le contenu de l'intervention étatique en économie de marché.

Or la formalisation esquissée ici offre cette seconde originalité que d'autoriser l'apparition d'une croissance endogène (et de valider la possibilité

---

<sup>1</sup> Herrera (1998a), « Dépenses publiques d'éducation et capital humain dans un modèle convexe de croissance endogène », *Revue économique*, vol. 49, n° 3, pp. 831-844, mai, Paris. Également : Herrera (1997b, 1999a, 1999b).

<sup>2</sup> L'exception est peut-être Azam (1993), qui plaçait cependant l'accent sur le secteur d'exportation.

<sup>3</sup> Les premiers modèles datent de la seconde moitié des années 1980 (Romer [1986, 1990], Lucas [1988], Rebelo [1990], Grossman et Helpman [1990], Barro [1990], Azariadis et Drazen [1990]).

<sup>4</sup> Des six faits stylisés kaldoriens, seul le dernier, celui des différences internationales de taux de croissance de la productivité, a été reconnu par Solow (1972) comme inexplicable par son modèle.

d'une divergence entre pays) avec convexité dans la technologie — à la différence des autres modèles, qui presque tous font appel à des non-convexités —, *i.e.* en conservant une fonction de production Cobb–Douglas à la Solow (1956), mais qui combine deux pseudo-fonctions de production C.E.S. (l'une pour le travail, l'autre pour le capital), sous hypothèse de substituabilité entre travail non qualifié et travail qualifié. Cette hypothèse garantit *in fine*, à quelques conditions additionnelles près, la convergence asymptotique vers une écriture générique de type AK de Rebelo (1990) de la forme fonctionnelle agrégée choisie — la non-linéarité complexe de celle-ci obligeant à résoudre le modèle, non pas analytiquement, mais par simulation numérique sur ordinateur, au moyen d'un algorithme de calcul, en temps discret, des effets variantiels sur la croissance de choix alternatifs de variables décisionnelles de politique économique.

Plutôt que de pousser l'investigation plus avant, comme aurait pu et dû le faire le néo-classique convaincu, en tentant par exemple de décrire précisément la dynamique transitionnelle conduisant à l'état stationnaire, notre curiosité s'est un instant arrêtée sur le socle théorique de cette modélisation, pour en interroger la solidité. À y regarder de près, trois points s'avèrent être des problèmes insolubles :

1. Tout le raisonnement repose sur une hypothèse implicite d'« agent représentatif », qui laisse sans réponse la question de savoir ce que l'on entend dans une telle formalisation par « agent(s) », par « État », par « marché » ou par « prix », soit en fait quelques-uns des concepts-clés de la science économique.

2. En faisant abstraction de cette limite, il reste à expliquer l'existence et la nature, au-delà du calcul d'un taux d'imposition optimal, d'un secteur public d'éducation dont le fonctionnement ne le différencie en rien du secteur de production privé, où productivités marginales et prix de marché des facteurs s'égalisent à l'équilibre.

3. Enfin, le point nodal de l'axiomatique, en l'espèce l'hypothèse de substituabilité entre composantes non qualifiée et qualifiée du travail, relève au fond d'un acte de croyance<sup>5</sup> — parce que l'examen approfondi et impartial des vérifications empiriques néo-classiques sur le sujet conduit, du fait des problèmes techniques qu'elles soulèvent et des résultats tout à fait contradictoires qu'elles proposent, à le considérer comme tel.

---

<sup>5</sup> Le terme est utilisé par l'un des grands spécialistes néo-classiques de la question : Hamermesh (1988).

Chapitre 2 : **Dépenses publiques en capital et croissance – Une étude en économétrie de panel sur un échantillon de pays en développement**

L'analyse des liaisons entre dépenses publiques et croissance s'est alors déplacée vers l'empirie, afin d'étudier les rôles du capital physique public et du capital humain dans la croissance des pays en développement<sup>6</sup>. Le choix de travailler avec des méthodes de panel se justifiait par les avancées qu'a récemment enregistrées cette branche de l'économétrie, et la complexification des analyses économiques qu'elles ont induite<sup>7</sup>. Il nous démarquait de la plupart des études consacrées aux effets des infrastructures, utilisant surtout des séries longitudinales de pays industrialisés<sup>8</sup>, mais se heurtant à des difficultés<sup>9</sup> auxquelles nous entendions apporter quelques éléments de solution. L'échantillon retenu porte sur 29 pays (latino-américains, africains, asiatiques) et 11 années (1981-91), en utilisant des séries reconstruites pour l'occasion : le capital physique public est défini selon une acception large, sur la base d'un critère de « propriété étatique », dépassant celle de stock d'infrastructures pour intégrer l'appareil productif des entreprises publiques, tandis que le capital humain est approximé par le produit du nombre total d'années d'études et de la population active.

Un système d'équations simultanées qui explique en spécifications log-linéarisées les déterminants du PIB et des stocks de capital public et privé et articule une fonction de production Cobb-Douglas augmentée à des équations d'endogénéisation des capitaux physiques, est estimé à l'aide de la méthode des triples moindres carrés, avec effets fixes et variables transformées par l'opérateur *within*. Une méthode de calcul, simple, du taux de rentabilité implicite du capital public est également proposée, à partir de l'élasticité du produit à ce stock et du coefficient de capital public. Les résultats des estimations mettent en évidence un impact positif du capital public sur la croissance, quantitativement important et statistiquement significatif, les

---

<sup>6</sup> Dessus, S. et R. Herrera (2000), « Public Capital and Growth: A Panel Data Assessment », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 48, n° 2, pp. 407-418, janvier, Chicago. Voir aussi : Dessus et Herrera (1999).

<sup>7</sup> Exemple : les effets positifs de l'éducation sur la croissance peuvent disparaître (Pritchett [1996]).

<sup>8</sup> Voir notamment : Holz-Eakin (1988), Aschauer (1989a, b) et Munnell (1990).

<sup>9</sup> Biais liés à des tendances communes, incertitude des sens de causalité, non-endogénéisation du capital, altération des relations due aux tests de cointégration, irréalisme des taux de rentabilité obtenus...

élasticités et les taux de rentabilité associés à ce capital prenant des valeurs beaucoup plus « réalistes » que celles le plus souvent présentées dans la littérature<sup>10</sup>. La contribution du capital humain à la croissance est elle aussi trouvée positive, et forte — contrairement à bon nombre d'études économétriques en panel intégrant cette variable<sup>11</sup>.

Une classification des pays est proposée, en référence à une structure patrimoniale jugée « optimale » pour leur croissance, selon deux critères : s'ils connaissent en début de période une prédominance relative ou non de capital public (ce qui introduit un « écart à l'optimum », conçu comme la différence entre les dotations factorielles initiales relatives et le *ratio* optimal de capital correspondant aux élasticités relatives du produit respectivement aux deux stocks de capital physique sur l'échantillon total) ; et s'ils se rapprochent ou non d'une répartition optimale des ressources entre secteurs public et privé (ce qui fait intervenir le rapport des taux de croissance moyens des stocks de capitaux public et privé sur la période). On détermine ainsi un concept de « convergence », de nature *intra*-nationale, de la structure productive vers une répartition patrimoniale optimale.

L'exercice reste toutefois enfermé dans des limites quelque peu contraignantes :

1. Des simulations réalisées à l'issue de l'étude, selon la méthode de Monte Carlo, font apparaître des estimations comprises dans des intervalles de confiance extrêmement lâches, qui fragilisent et rendent incertains nos résultats, pourtant mis en évidence avec la rigueur technique nécessaire, et robustes aux changements d'échantillonnage ou de spécification.

2. Le contenu d'informations qu'est susceptible de livrer aisément une analyse institutionnelle descriptive, au niveau d'un pays, d'un secteur ou d'une firme (comme par exemple l'observation de pénuries d'infrastructures publiques dans les pays en développement étudiés) est hors de portée d'un tel travail économétrique sophistiqué : le panel empêche par construction toute réflexion sur un pays particulier, l'agrégation des stocks de capital imposée par la rareté des bases de données interdit de raisonner sur un « cœur » infrastructurel<sup>12</sup>, la dimension institutionnelle est absente...

---

<sup>10</sup> Bregman et Marom (1993), Uchimura et Gao (1993), Flores et Pereira (1993), Easterly et Rebelo (1993)...

<sup>11</sup> Romer (1987), Christiano (1987), Munnell (1992), Benhabib et Spiegel (1992), Prtitchett (1995).

<sup>12</sup> La même étude réalisée sur données désagrégées d'infrastructures (source ONU) se solde par un échec.

3. Le degré d'abstraction et de détachement de la réalité économique du discours que l'on peut être amené à dériver d'un travail néo-classique de ce genre est ainsi, en dépit de son caractère empirique et de sa prise directe sur les données, tout à fait comparable à celui associé au travail du modélisateur, ouvrant par là même un espace, au-delà de la technicité, pour le parti pris idéologique.

Chapitre 3 : **Externalités et productivités des secteurs publics – Une étude économétrique sur séries temporelles pour deux pays en développement**

Les externalités occupent, on le sait, une place privilégiée dans les nouvelles formalisations néo-classiques de la croissance. Nous avons donc tenté une vérification empirique des effets d'externalité des secteurs publics, ainsi que de leurs productivités relatives, en travaillant cette fois en économétrie des séries temporelles<sup>13</sup>. Nos efforts se sont concentrés, d'une part sur l'articulation d'un modèle de croissance néo-classique complet et de ces estimations, d'autre part sur la construction de séries longitudinales originales de budgets publics pour deux pays en développement (l'Inde et le Pakistan)<sup>14</sup>. L'intérêt de cette étude était de déduire de manière cohérente et rigoureuse un ensemble de spécifications testées empiriquement d'un modèle d'offre à la Feder-Ram, augmenté à quatre secteurs (dont trois publics : éducation-santé, infrastructure et consommation) — soit, à notre connaissance, la formalisation la plus désagrégée dans un tel cadre.

Les estimations réalisées, en moindres carrés ordinaires et *ordinary ridge regression (ORR)*, donnent finalement des résultats assez pauvres, mais qui rejoignent ceux, indéterminés, fournis par les auteurs néo-classiques ayant investi ce domaine :

1. Les externalités positives associées à l'éducation-santé prennent des valeurs tantôt non significatives, tantôt excessivement élevées au regard de la modicité des budgets alloués à ces secteurs, mais toujours sous conditions de spécification restrictives (tandis que, pour les dépenses de consommation par exemple, aucun effet d'externalité ou de productivité n'apparaît<sup>15</sup>).

2. Ces résultats peu probants, mais peu surprenants, s'expliquent par la persistance de problèmes techniques non résolus à l'issue de l'exercice, le plus

---

<sup>13</sup> Herrera (1997a), « Productivités et externalités des dépenses publiques : une étude économétrique sur séries temporelles », *Économie & Prévision*, vol. 5, n° 131, pp. 145-153, octobre, Paris.

<sup>14</sup> Bien que de sources nationales, nos séries ne correspondent pas à celles de la Banque mondiale ou du FMI, mais restent cohérentes avec leurs niveaux et variations. Leur stationnarité a bien sûr été vérifiée.

<sup>15</sup> Dans la littérature, les liaisons consommation publique – croissance sont positives (Grossman [1988], Devarajan *et alii* [1996]), négatives (Landau [1986], Barro [1991]), ou indéterminées (Diamond [1989]).

important étant la multicollinéarité entre variables (dont les effets numériques, réduits par les spécifications testées, ne sont toutefois pas éliminés en *ORR*).

3. C'est aussi la pertinence du cadre théorique retenu, pourtant enrichi par l'intégration de plusieurs secteurs publics aux rôles distincts, qu'il s'agit de questionner. D'étroites limites ferment en effet les possibilités de son perfectionnement interne. Notre tentative visant à éviter l'ad hocité des spécifications généralement présentées dans la littérature, qui passait par la connexion d'un modèle dynamique avec externalités à une estimation économétrique effectuée selon la méthodologie qui lui est *a priori* la moins défavorable, se solde par une déception, et oblige à rabattre la portée de nos conclusions sur l'influence « plausible » des secteurs publics sur la croissance.

Chapitre 4 : **Défense et croissance – Les effets des dépenses militaires en économétrie des séries chronologiques, croissance endogène et théorie des jeux, avec application à trois pays : Inde, Pakistan et Chine**

Notre attention s'est également portée vers les effets des dépenses militaires, catégorie fort singulière de dépenses publiques<sup>16</sup>. Il s'agissait d'investir un domaine ayant fait l'objet de contributions théoriques et empiriques nombreuses au niveau international, émanant d'économistes néo-classiques souvent de premier plan<sup>17</sup>. Paradoxe : ces recherches, sans cesse technicisées à mesure de leur absorption dans le *corpus* orthodoxe (sauf en théorie des jeux et méthode *input-output*, où elles l'ont toujours été), ne sont pas parvenues à ce jour à dégager des conclusions claires, précises et assurées. En France, curieusement, ce champ n'a pas, ou peu, donné lieu chez les néo-classiques à des travaux systématiques, formalisées ou économétriques — les études les plus connues étant d'ailleurs le fait d'auteurs en marge du courant dominant ou extérieurs à lui. La complexité du sujet est il est vrai prononcée, en raison notamment de la dimension stratégique évidente qu'il comporte. Notre démarche a consisté à déployer un ensemble d'études, emboîtées et complémentaires, consacrées aux effets des dépenses militaires à la fois sur : i) les finances publiques (avec fédéralisme budgétaire à deux niveaux administratifs de dépenses et de recettes publiques, central et local, selon une approche empirique), ii) la croissance de long terme (en opérant un retour sur la problématique de la croissance endogène) et iii) la sécurité (avec jeux interactifs).

La première étude, positive, plutôt intuitive, est réalisée en économétrie des séries temporelles (indiennes et pakistanaises), dans le cadre d'un système d'équations simultanées dont l'angle d'analyse est *intra*-budgétaire. La seconde, qui complète le modèle proposé au *Chapitre 1* en y injectant le rôle polymorphe des dépenses militaires, est théorique, plus normative et d'approche *intra*-nationale. La troisième, également théorique, prolongeant et articulée à la précédente, déplace l'analyse au niveau international, et discute les effets de stratégies régionales de désarmement non coopératives ou coopératives, à trois acteurs : Inde, Pakistan, Chine. Le point de convergence de ces travaux réside

---

<sup>16</sup> Herrera (1998b), « Dépenses militaires : quels effets sur les finances publiques et la croissance économique ? », *Revue d'économie politique*, vol. 108, n° 4, pp. 503-530, juillet, Paris.

<sup>17</sup> Isard (1988), Intriligator *et al.* (1990), Tinbergen (1990), Barro (1991), Arrow (1992), Sen (1992), entre autres exemples. Voir également : Leontief *et al.* (1980).

dans une recommandation de politique économique, en forme de hiérarchisation des choix de dépenses publiques, invitant l'État à accorder la priorité, dans ses arbitrages budgétaires, à l'éducation (et la santé) publique(s). L'innovation de notre démarche tenait donc moins aux recommandations qu'elle permettait d'appuyer qu'au renouvellement de perspectives d'investigation qu'elle proposait, à l'intérieur même du courant dominant.

Cette originalité dissimule toutefois un ensemble de problèmes, graves, que recèlent de tels travaux *mainstream*, et que les néo-classiques prennent en général soin de taire, tant est pour eux euphorisante l'expansion illimitée et tous azimuts de leurs thématiques, et grisante la puissance d'attraction et d'interconnexion de leur cadre méthodologique — dès lors que l'on choisit de passer sous silence sa critique scientifique. Pour s'en tenir aux études proposées ici, observons que :

1. L'économètre qui voudrait répliquer notre empirie éprouverait, immédiatement, non seulement la contingence des conditions d'apparition des résultats, fruits d'un méticuleux tâtonnement sur les estimations testées jusqu'à ce qu'elles produisent la configuration attendue *a priori* de paramètres associés aux variables explicatives, mais encore la fragmentation des justifications théoriques des spécifications retenues, dans une approche qui privilégie l'intuition et ne dérive pas ces dernières d'un modèle cohérent.

2. L'intégration de variables militaires dans le cadre de la croissance endogène n'implique, pour parvenir à nos conclusions, que quelques hypothèses *ad hoc* supplémentaires, dans la modélisation comme dans le calibrage, au regard des niveaux d'ad hocité, déjà massifs, que nous avons précédemment identifiés (agent unique, substituabilité dans le travail...).

3. La connexion expérimentée entre les outils de la théorie des jeux et ceux de la théorie de la croissance endogène, sans doute utile pour le paradigme néo-classique, amène tout de même à s'interroger sur le bien-fondé et la rigueur d'une réflexion portant sur les interactions stratégiques entre l'Inde, le Pakistan et la Chine (et ambitionnant d'être autre chose que l'occasion d'une distraction ludique ou le moyen d'une reconnaissance académique), sans qu'il soit strictement nécessaire d'en connaître davantage sur ces sociétés que les valeurs approximées de leurs stocks de capital militaire et de dix paramètres cruciaux de calibrage du modèle.

Chapitre 5 : **Les statistiques sur les dépenses militaires des pays en développement – Problèmes conceptuels, méthodologiques et institutionnels**

La construction de bases de données, au prix d'un traitement quantitatif souvent assez lourd, réalisée pour alimenter nos travaux d'économétrie et de modélisation de simulation, ne suffit pas à percer le « secret » institutionnel de ces statistiques. Nous avons donc aussi mené une analyse des sources de données statistiques relatives aux dépenses militaires dans les pays en développement<sup>18</sup>. Les difficultés rencontrées, traduites dans la grande variabilité des séries disponibles selon les sources passées en revue<sup>19</sup>, ont été repérées aux niveaux à la fois conceptuel, méthodologique et institutionnel.

1. Une étude prenant pour objet l'évaluation des dépenses militaires d'une économie (*i.e.* de l'ensemble des ressources matérielles et humaines consacrées à sa défense) se doit d'éclaircir *in statu nascendi* les questions de définition et de mesure de ces dépenses (lesquelles renvoient en particulier aux concepts d'État, de défense, de sécurité...), les contours des phénomènes qu'elle entend saisir et les conditions de leur comparabilité internationale (déflateurs et facteurs de conversion utilisés, éléments structurels...).

2. Les problèmes méthodologiques sont eux aussi multiples, et tiennent non seulement, et fondamentalement, à la nature secrète de ces budgets, mais encore à des complexités proprement statistiques (double comptabilisation, débudgétisations, agrégation, manipulations sur devises, évaluation de l'aide et des dettes militaires...).

3. Un examen approfondi des sources de données militaires, de moins mauvaise qualité et autres que « primaires » (c'est-à-dire émanant des autorités centrales des pays concernés), met en lumière un certain nombre d'insuffisances préoccupantes, liées notamment à la rétention (n'est-elle pas légitime ?) d'informations par les gouvernements des pays en développement (d'où une opacité généralisée en ce domaine), et surtout à un rapport de forces totalement en leur défaveur dans les relations internationales. Les pays capitalistes développés occupent en effet des positions dominantes au sein des grands

---

<sup>18</sup> Herrera (1994b), *Statistics on Military Expenditure in Developing Countries: Concepts, Methodological Problems, and Sources*, OECD Development Centre, 74 p., Paris.

<sup>19</sup> Le fardeau militaire (dépenses / PIB) de certains pays varie considérablement selon les sources, de 1 à : 1,5 (Arabie saoudite, Corée du Sud, Égypte, Israël, Pakistan), 2 (Afghanistan, Colombie, Libye, Nigeria, Syrie), 3 (Argentine, Brésil, Éthiopie, Kenya, Somalie), ou plus (7 pour l'Iran certaines années...).

organismes statistiques (Fonds monétaire international, Organisation des Nations unies...), quand leurs administrations et services de renseignement ne prennent pas purement et simplement en charge la collecte, le traitement et la publication de tels indicateurs (*Central Intelligence Agency, International Institute of Strategic Studies*) — les observatoires internationaux indépendants (comme la *Stockholm International Peace Research Institute*), quelle que soit l'expérience reconnue de leurs chercheurs, ne disposant ni des moyens ni des prérogatives pour constituer une source alternative d'informations fiable, exhaustive et permanente.

Ces limites, plus ou moins marquées selon les époques et les producteurs de données, empêchent de se fier à une base de données statistiques particulière. Les dépenses militaires, publiées dans les documents budgétaires nationaux ou les rapports des organismes internationaux spécialisés, concernent des domaines d'intervention plus ou moins étendus des appareils étatiques, et regroupent des postes budgétaires à finalités très différentes. De ce fait, le « budget de la défense » ne constitue pas forcément une indication appropriée de l'effort réel de l'État en matière de sécurité.

Chapitre 6 : **Critique de la littérature orthodoxe théorique et empirique consacrée aux effets des dépenses militaires – Le cas des pays en développement**

Les difficultés et impuissances du courant dominant, auxquelles nos premiers travaux se sont trouvés confrontés, plutôt inquiétantes pour qui veut les voir sous l'angle scientifique, se confirmèrent peu à peu dans la suite de nos recherches comme traduisant une incapacité méthodologique du paradigme néo-classique à appréhender effectivement les phénomènes économiques, et donc à en rendre compte en profondeur. Une revue critique de la littérature standard consacrée au rôle macro-économique des dépenses militaires dans les pays en développement, soit l'un des thèmes de notre programme abordé de façon distinctive, en fournit l'illustration<sup>20</sup>. Le regain d'intérêt des néo-classiques pour ces questions, impulsé à la fin des années 1980 par des recherches concertées au FMI, à l'OCDE..., coïncida dans ces organismes avec le bouclage d'un cycle de travaux sur le problème de la dette extérieure, expliquant celle-ci par une mauvaise gestion des finances publiques. Les coupes suggérées des budgets militaires ouvraient pour les créditeurs une marge de manœuvre pour le remboursement de la dette, et offraient peut-être aussi l'occasion d'un désarmement des puissances régionales du Sud.

À l'issue de notre étude, qui couvre une grande partie des contributions théoriques et empiriques néo-classiques (ou assimilées), nous pouvons avancer, synthétiquement et à quelques nuances près, les résultats suivants :

1. Aux marges du *mainstream*, les modèles de demande, d'inspiration keynésienne, qui raisonnent à partir d'équations d'équilibre du revenu national et identifient différents effets d'éviction consécutifs à un choc de dépenses militaires, demeurent très rudimentaires, et inaptes à capter son impact sur la dynamique d'accumulation<sup>21</sup>.

2. À l'intérieur du *mainstream*, les estimations économétriques réalisées sur la base de modèles d'offre, recourant de manière plus ou moins rigoureuse à une fonction de production néo-classique traditionnelle, donnent des résultats

---

<sup>20</sup> Herrera, R. (2000), « Le Rôle des dépenses militaires dans les pays en développement – Une revue critique de la littérature orthodoxe », *Mondes en développement*, n° 112, pp. 39-58, décembre, Bruxelles.

<sup>21</sup> Smith (1977), Rothschild (1977), Faini *et alii* (1984), Deger (1986), Edelstein (1990), Stewart (1991).

pauvres, et ne révèlent le plus souvent aucun impact des dépenses militaires sur le « développement »<sup>22</sup>.

3. Les tentatives plus récentes d'intégration de variables militaires dans les travaux empiriques sur la croissance amènent parfois des intuitions intéressantes, mais se sont fréquemment révélées contradictoires (spécifications avec retombées technologiques de la R&D ou avec bien public) ou infructueuses (modèles à externalités)<sup>23</sup>.

4. Mises à part les formalisations de type *input-output*, qui restent très riches, les modèles macro de simulation des effets des dépenses militaires sur les économies en développement présentent de graves incohérences — ce constat valant tout spécialement des maquettes construites par les experts du FMI, d'une déconcertante inconsistance<sup>24</sup>.

5. Nos propres recherches, qu'elles aient été menées dans le cadre de modèles standard ou plus innovants (au croisement de la théorie de la croissance endogène et de la théorie des jeux par exemple), nous ont convaincu, au terme de plusieurs années d'une besogne essentiellement technique, mais diversifiée, curieuse et dépourvue de préjugés, que le déploiement de la méthodologie néo-classique dans ce champ d'étude, si attrayant et (tout bien considéré) aisé soit-il, tant sont nombreux les outils disponibles, est une voie sans issue.

---

<sup>22</sup> Biswas et Ram (1986), Landau (1986), Knight, Loayza et Villanueva (1995), Deger et Sen (1995).

<sup>23</sup> Sur les externalités : Alexander (1990), Huang et Mintz (1991), Ward *et alii* (1992) ; la R&D : Lichtenberg *et alii* (1991), Arrow et Li (1993) ; les biens publics : Barro (1991), Landau (1993).

<sup>24</sup> Bayoumi, Hewitt et Szymanski (1993), Arora et Bayoumi (1994), Bayoumi, Hewitt et Schiff (1995). Également : Looney (1996), qui présente toutes les « qualités » requises pour intégrer l'équipe du FMI...

Chapitre 7 : **Critique de la nouvelle théorie néo-classique de la croissance – Impasses théoriques et fonctions idéologiques des modèles de croissance endogène**

Il fallait cependant durcir la critique contre le courant néo-classique, l'approfondir et la systématiser, en dirigeant le feu non plus vers un champ d'investigation analytique pour lui secondaire, mais sur ce qui constitue la base même et le point d'appui de sa nouvelle macro-économie dynamique : la croissance endogène<sup>25</sup>. La tâche était ardue, car, depuis la fin de la décennie 1980, ces modèles s'étaient imposés de façon presque exclusive<sup>26</sup> dans les représentations du long terme (y compris et surtout en économie du développement) comme la référence incontournable : « la nouvelle » théorie de la croissance<sup>27</sup>. La vraie difficulté vint pour nous, moins de cette expansion théorique, que du constat que les auteurs dits « hétérodoxes » ayant travaillé sur ces modèles, s'étaient soit contentés de les passer en revue<sup>28</sup> (en effleurant, rarement, la question de leur adhocité<sup>29</sup>), soit convaincus, parfois dans le même mouvement, de grossir les rangs de leurs utilisateurs et partisans<sup>30</sup>, contribuant ainsi puissamment à leur diffusion et à leur indéniable et toute consensuelle « popularité ».

La confusion, et le malentendu, total en ce domaine, viennent à notre avis du fait que ces modélisations ont été généralement (presque toujours<sup>31</sup>) présentées comme :

1. une macro-dynamisation de l'équilibre général walrasien, aux solides fondements micro-économiques ;

---

<sup>25</sup> Herrera, R. (2000b), « Por uma crítica da nova teoria neoclássica do crescimento », *Revista da Sociedade brasileira de Economia Política*, n° 7, pp. 55-73, décembre, Rio de Janeiro. Aussi : Herrera (2000c, 2003c, 2003d).

<sup>26</sup> Ce ne fut pas le cas, par contre, des modèles néo-classiques de croissance de court terme (cycle réel), très contestés, alors même qu'ils sont les parents, en un sens les ascendants, de la croissance endogène.

<sup>27</sup> Barro et Sala-i-Martin (1995), Jones (2000). En France : Hénin et Ralle (1994), Guellec et Ralle (1996).

<sup>28</sup> Amable et Guellec (1992). Boyer (1989), très tôt, comprit que la « conception du développement » des néo-classiques ouvrait « des perspectives tout à fait stimulantes aux formalisations de la croissance ».

<sup>29</sup> Amable, Boyer et Lordon (1995).

<sup>30</sup> D'où les figures d'une croissance endogène « keynésienne » (à la Muet [1992]), « schumpétérienne » (à la Aghion et Howitt [1999]), « régulationniste » (à la Amable, Barré et Boyer [1997])...

<sup>31</sup> Le seul à les avoir attaquées frontalement, de façon furtive, fut Guerrien (1996, 1999).

2. en rupture avec l'axiomatique solowienne, laquelle est incapable d'expliquer le phénomène de la croissance et de s'accorder avec les faits stylisés kaldoriens ;

3. identifiant avec précision les moteurs contemporains de la croissance et éclairant les notions complexes d'externalités et de rendements d'échelle croissants ;

4. réhabilitant l'interventionnisme de l'État en économie de marché, ce qui les rapprocherait des problématiques hétérodoxes (keynésiennes en particulier) ;

5. opérant un déplacement du *mainstream* néo-classique vers des préoccupations qui sont généralement celles des hétérodoxies, ou des développementalistes des origines.

Il se trouve que ces positions, sur lesquelles s'est établi un consensus, sont erronées.

Nous nous sommes efforcé de démontrer que les modèles de croissance endogène constituent :

1. une régression théorique, du point de vue des problématiques mêmes du courant dominant (et d'abord celle de la coordination des décisions des agents en équilibre général des marchés), avec lequel ils rompent, en étant contraints de se replier sur l'hypothèse « forte » d'agent unique ;

2. un prolongement « interne » de la vision solowienne de la croissance, avec laquelle ils sont méthodologiquement et idéologiquement compatibles ;

3. la persistance de l'incapacité des macro-économistes néo-classiques, depuis la polémique des deux Cambridge, à définir et à mesurer le capital ;

4. l'appui, dans l'élément de la théorie néo-classique, plus subtile qu'auparavant, du projet néo-libéral de privatisation des services publics (éducation, recherche...) et de reconduction modernisée d'une division capitaliste du travail, mobilisant l'État lui-même dans l'entreprise de démantèlement du *Welfare* et de polarisation des savoirs ;

5. l'aboutissement d'un processus de soumission, absorption et normalisation des hétérodoxes les plus techniques et soucieux de respectabilité.

Ce n'est donc pas uniquement leur niveau exosphérique d'ad hocité et de déréalité qui disqualifient selon nous les modèles néo-classiques de croissance endogène, mais surtout leur incohérence interne et leur absence de fondement scientifique, en même temps que le projet idéologique de société que leur

méthodologie sous-tend et que leur conclusion supporte. Le ressort de cet appel à la contre-offensive, visant à frapper dans la théorie les « faces cachées » du néo-libéralisme actuellement triomphant, s'attache au refus d'effacer les traces des grandes critiques d'antan<sup>32</sup>, qui fixaient il y a peu encore, jusque dans les revues académiques, l'agenda des hétérodoxies combatives.

---

<sup>32</sup> Celles de Amin (1970), Herzog (1970), Rosier (1975), de Brunhof (1986), Byé et Destanne de Bernis (1987)...

Chapitre 8 : **Critique de la conception du savoir formulée par la Banque mondiale – Contre la marchandisation d'un bien commun de l'humanité**

Ce n'est pas un hasard, ou par souci de fonder scientifiquement ses arguments, que les récentes « avancées » macro-dynamiques néo-classiques —qui furent le fait (est-ce superfétatoire de le souligner ?) d'économistes états-uniens anti-keynésiens, tel Lucas<sup>33</sup> — ont constitué à partir de la décennie 1990 l'une des références majeures invoquées par la Banque mondiale à l'appui de certaines de ses recommandations de politique économique<sup>34</sup>. Cela justifiait à nos yeux une relecture attentive des *Rapports sur le développement dans le monde* de cette institution, en particulier celui consacré en 1999 au « savoir au service du développement »<sup>35</sup>.

Il en ressort que la conception du « savoir » strictement individualiste, à usage privatif et toute entière orientée vers le marché, que proposent les experts de la Banque mondiale — laquelle une fois de plus a su s'entourer d'économistes de renom, sous la direction du tandem Stiglitz–Squire<sup>36</sup> — est tout à fait compatible avec la représentation qu'en donnent les théoriciens néo-classiques de la croissance endogène. Les uns et les autres réalisent ainsi l'exploit, dans le moment même où ils pointent la centralité du rôle du savoir pour la croissance (en « redécouvrant » externalités et rendements croissants), d'en inhiber la dimension « publique », sociale et solidaire, de partage et de solidarité, et d'en nier la nature véritable de bien commun de l'humanité, pour le réduire à une marchandise soumise à la logique du profit et destinée au seul individu : les pays qui réussiront « seront ceux qui auront su améliorer le fonctionnement des marchés [et] exploiter le pouvoir et la portée du savoir pour éclairer l'existence de tout un chacun ».

---

<sup>33</sup> Elève de Friedman et lui-même maître de Romer à Chicago, Lucas, l'un des premiers à promouvoir les anticipations rationnelles en macro-économie, puis les cycles réels — deux régressions intellectuelles majeures de la discipline, dont l'une lui valut le prix Nobel —, déclara, à propos de la *Théorie générale*, « écrit avec négligence, parfois avec malhonnêteté » : « il y a tant d'arbitraire dans cet ouvrage »...

<sup>34</sup> Des exemples, nombreux, se trouvent dans la plupart des rapports de cette institution. Par exemple : Banque mondiale (1993, 1997).

<sup>35</sup> Herrera, R. (1999c), « Une lecture critique du Rapport sur le développement dans le monde de la Banque mondiale », *Mondes en développement*, n° 107-108, pp. 35-40, janvier, Bruxelles.

<sup>36</sup> Il est de bon ton aujourd'hui de louer l'esprit critique du premier (rebelle au point d'obtenir le Nobel en 2002), tandis que le second, inébranlable chef de file de la recherche à la Banque mondiale, néo-classique pur et dur, auteur de référence en analyse coûts-bénéfices, reste à peu près inconnu du grand public.

Qu'il y ait des inégalités face au savoir entre pays ou « catégories de personnes », les auteurs du rapport n'en disconviennent pas. Au contraire, ils les posent au point de départ de leur réflexion (les écarts de connaissances technologiques et d'informations économiques sont « plus importants encore que les inégalités de revenu »<sup>37</sup>), fournissent une nouvelle base d'indicateurs sur le sujet (en particulier l'infrastructure juridique : droits des créanciers et des actionnaires, exécution des contrats...), et les élèvent même au rang d'invariant structurel : « Les pouvoirs publics doivent donc admettre que des disparités (...) persisteront dans tous les domaines »...

Loin d'expliquer ces « disparités » par le fonctionnement du système mondial dont ils contribuent à assurer la régulation, ils préconisent pour « aider les pauvres » dans les pays en développement, de manière on ne peut plus claire, des mesures néo-libérales, comprenant :

1. la mise en concurrence et la privatisation des secteurs de l'information et des télécommunications, afin de remédier aux « défaillances et inefficacités des monopoles d'État qui entravent l'offre » ;

2. la mise sous tutelle par le marché ou le démantèlement de la recherche publique (« encourager les laboratoires publics à répondre aux besoins du secteur productif (...), transformer les instituts de recherche en sociétés par actions (...), inciter les entreprises à traiter directement avec les laboratoires publics ») ;

3. la promotion de l'éducation privée (« encourager le développement de l'éducation (...), la meilleure façon de procéder est de soutenir l'action du secteur privé dans ce domaine », en aidant les pauvres « à payer leurs études ») ;

4. le tout dans le contexte général d'une économie libéralisée par le renforcement interne des mécanismes de marché (la « libre concurrence »), et l'ouverture extérieure au libre échange, au capital productif et financier étranger et l'exploitation sous licence de technologies importées.

C'est ici l'examen de la mission institutionnelle de la Banque mondiale, intimement associée, à l'heure du néo-libéralisme triomphant, à la nouvelle pénétration et à l'essor du capital mondialement dominant (notamment des oligopoles géants de l'information et des télécommunications) dans les économies du Sud, qui permet d'éclairer, par un effet de miroir, la fonction idéologique et sociale remplie par les modèles de la théorie néo-classique, aujourd'hui hégémonique, traitant du rôle moteur du savoir.

---

<sup>37</sup> En 1995, pour 1 000 habitants, le nombre d'ordinateurs est de 1,6 dans les pays à faible revenu et 199,3 dans ceux à revenu élevé ; celui des internautes de 0,01 dans les premiers, de 111,0 dans les seconds...

Chapitre 9 : **Une analyse institutionnelle des effets de la politique néolibérale sur le marché du travail et la protection sociale – Le cas de la Corée du Sud après la crise asiatique**

Une analyse des contenus et effets de choix de politique économique néolibérale est alors entreprise, au plan institutionnel, pour le cas de la Corée du Sud depuis la crise asiatique. L'accent y est placé sur l'impact de cette dernière sur le marché du travail et les mesures prises par l'État en matière d'emploi et de protection contre le chômage<sup>38</sup>.

La crise traversée par l'économie sud-coréenne à partir de novembre 1997 est la plus grave de son histoire — ce que traduisent l'ampleur et l'urgence de l'aide financière apportée par le FMI. Produit d'une libéralisation financière sans institutions appropriées au sein d'un système monétaire international dominé par le dollar, la crise a démontré la dépendance et la fragilité du développement capitaliste sud-coréen et brutalement mis fin au « miracle » longtemps entretenu<sup>39</sup> — et ce, malgré des signes patents d'essoufflement antérieurs au krach (surproduction, surendettement, perte de compétitivité et faillites de *Chaebôl*...).

Avant 1997, la Corée du Sud était le pays de l'OCDE au plus fort taux de croissance et au plus faible taux de chômage. Entre 1997 et 1998, le PIB *per capita* a chuté de 10 550 à 7 970 dollars, le pays passant du 24<sup>ème</sup> au 55<sup>ème</sup> rang mondial en PPA. D'octobre 1997 à février 1999, le chômage, étendu à tous les secteurs, a quadruplé pour atteindre le taux officiel de 8,7 % de la population active (1,8 million de personnes)<sup>40</sup>. Les nouveaux chômeurs ont surtout été des travailleurs temporaires ou journaliers, aux conditions de travail les plus dures. Les salaires ont nettement reculé dans la valeur ajoutée, tandis que la part des profits augmentait sensiblement. Les inégalités sociales ont explosé<sup>41</sup>, et la pauvreté a touché jusqu'à 17 millions de personnes en 1998. La crise frappa même le système éducatif, où budgets publics et taux d'inscription ont reculé.

---

<sup>38</sup> Gazier, B. et R. Herrera (2001), « Politique de l'emploi et protection contre le chômage en Corée du Sud après la crise asiatique », *Revue Tiers Monde*, n° 168, pp. 929-946, octobre-décembre, Paris. Voir encore : Gazier et Herrera (2000).

<sup>39</sup> Voir ici les documents de la Banque mondiale sur le sujet, en particulier l'« *Asian Miracle* » (1993).

<sup>40</sup> Les syndicats sud-coréens ont avancé le chiffre de 2,6 millions de chômeurs au plus fort de la crise.

<sup>41</sup> Tous les quintiles de ménages, à l'exception du plus riche, ont subi des baisses de revenus (plus les salaires étaient bas, plus la diminution a été forte) ; d'où un coefficient de Gini qui s'est rapidement accru.

Sous les pressions externes du FMI et internes du patronat, l'État sud-coréen adopta une politique d'austérité, par rééquilibrage de la balance des paiements (dévaluation, réduction des imports), contrôle de l'inflation et de la monnaie (hausse des taux d'intérêt, désindexation) et résorption des déficits publics (impôts en hausse, coupes budgétaires), dans un cadre néo-libéral de dérégulation – privatisation – ouverture au capital étranger. Sur le marché du travail, où la flexibilité salariale était jusque-là compensée par la sécurité de l'emploi, l'option choisie a été l'ajustement, non seulement du prix du travail, mais aussi — fait nouveau — de sa quantité et de sa qualité.

Il en ressort que :

1. La flexibilisation et la précarisation de l'emploi résultèrent d'une altération du droit du travail (*Basic Employment Act*, février 1998) qui légalisa les licenciements collectifs pour « *nécessités managériales urgentes* » et systématisa le recours aux emplois « non réguliers » (pour la moitié des travailleurs en 1998). Vieille revendication patronale, exigée par le FMI, relayée par la *Jobs Strategy* de l'OCDE, cette disposition (*i.e.* l'abandon de la sécurité de l'emploi) fut concédée par les syndicats dans un rapport de forces pour eux très défavorable, en contrepartie d'un « filet de protection sociale », comportant une assurance-chômage (*Employment Insurance Scheme*, mars 1998).

2. Compte tenu de l'hostilité marquée du patronat à l'instauration du *Welfare*<sup>42</sup> et de la priorité accordée par l'État au retour à l'emploi sur l'assistance aux chômeurs<sup>43</sup>, ce dispositif s'interprète comme le moyen de prévenir un risque d'explosion sociale, dans le souvenir des grandes grèves et vagues de protestation de la fin des années 1980.

3. Le schéma d'assurance-chômage, demeuré trop limité, s'est trouvé complètement débordé par l'ampleur de la crise. En mars 1999 (moment de la dégradation maximale de l'emploi), 10 % des chômeurs percevaient une allocation, au demeurant modeste et de courte durée. Le cadre et la séquence des réformes ont fait le choix d'exposer aux ondes de choc de la crise et de l'ajustement les plus démunis (bas revenus, salariés des PME, précaires, temporaires, journaliers, sans-retraite, femmes, immigrés, « *inaptés au travail* »...), aggravant encore le dualisme et les inégalités.

---

<sup>42</sup> Les plates-formes patronales réclamaient en 1996 un « *système flexible de temps de travail* » et l'autorisation de licencier « *librement dans des circonstances particulières* ».

<sup>43</sup> Jusqu'à récemment, il n'existait pas de système de protection sociale en Corée du Sud, qui a longtemps figuré parmi les pays où les dépenses sociales de l'État étaient faibles (ces services relevant des firmes, avec « *laissez-faire social* »). La seule couverture de risque était une assurance-accident du travail, du temps de la dictature militaire, qui révélait et encourageait tout à la fois la dureté des conditions de travail.

4. L'ensemble du système de protection sociale instauré après la crise est resté très insuffisant, inefficace et inéquitable<sup>44</sup>. Ces problèmes rencontrés, dus à la faiblesse des ressources publiques mobilisées pour faire face à la crise, ont conduit l'État à justifier la réorientation de son intervention vers le soutien des initiatives privées de retour (payant) à l'emploi, soumis aux critères du marché : agences privées de placement ou de travail temporaire (*dispatched workers*), formation par « chèques » (*vouchers to pay for training*) ou « sur mesure » (*taylor-made*) avec mise en concurrence des centres de prestation de services... On retrouve ainsi au cœur de la stratégie néo-libérale adoptée au regard du travail l'esprit qui sous-tend les modèles de croissance endogène et les recommandations de la Banque mondiale en matière de savoir : il s'agit de placer sa confiance dans le marché, et l'État au service de ce dernier.

5. Outre les dysfonctionnements associés à la gestion privée de ces services<sup>45</sup> et une fragilisation conjoncturelle liée aux restructurations, les réformes de flexibilisation ont amené des difficultés structurelles (chômage plus élevé et plus durable qu'avant la crise, déclin des emplois réguliers...) et ébranlé les bases sociales du développement sud-coréen qui avait prévalu jusque-là (sécurité de l'emploi, intervention puissante de l'État, structure de propriété nationale du capital...) — facteurs qui risquent bien de dévier la trajectoire de croissance en longue période et de la rendre plus dépendante encore.

---

<sup>44</sup> Exemples : une législation du travail fréquemment contournée par les employeurs qui licenciaient, un service public de placement peu doté et incapable de fonctionner correctement, des résultats très mitigés de la formation professionnelle, des emplois publics temporaires souvent attribués à des candidats non éligibles et démantelés dès les premiers signes de reprise, une assistance sociale purement symbolique...

<sup>45</sup> Exemples : comportements de captation de subventions publiques, inéquitables et discriminatoires...

## Chapitre 10 : **Critique de l'économie a-politique – Contre le paradigme économique dominant**

Dans les différents champs d'investigation explorés, nous avons montré en quel sens il faut comprendre que les fondements théorico-idéologiques des modélisations néo-classiques produites dans les milieux académiques, ceux de la littérature grand public publiée par la Banque mondiale, ceux des documents à diffusion plus restreinte du FMI donnant consistance et raison aux plans d'ajustement, comme ceux des programmes de leur mise en pratique nationale dans les États capitalistes du Sud qui plient sous le diktat néo-libéral, non seulement s'encastrent les uns dans les autres, mais encore font système en participant du même projet de société « mondialisé » : celui de la marchandisation maximale des patrimoines communs de l'humanité et de l'appui étatique systématique à la privatisation des services publics au bénéfice du capital mondialement dominant. Cette stratégie globale opère tous azimuts : recherche (des critères d'évaluations ou de contrats aux brevets), éducation (des crédits-formation aux universités privées virtuelles), santé (des médicaments génériques à la biotechnologie), travail (du placement et du personnel de mission intérimaire aux retraites par capitalisation et aux fonds de pensions), infrastructure (des secteurs des télécommunications et de l'information à ceux de l'eau, du gaz, de l'électricité...), culture (du marché de l'édition à celui des œuvres d'art)... Aussi s'agit-il de refuser toute concession au courant orthodoxe-néo-classique-néo-libéral, et de dénoncer toute allégeance à ce dernier, à laquelle d'aucuns, passablement nombreux, se sont résignés.

La rupture avec le paradigme dominant, au grave déficit scientifique, à l'intimité avec la réaction et au dogmatisme décidément inacceptables, est nécessaire pour qui s'avise d'être conséquent. Elle s'effectua chez nous à travers une critique de l'économie a-politique aux allures de brûlot, dont l'enjouement n'entend aucunement dissimuler l'agressivité<sup>46</sup>. Cette « sorcellerie moderne » qu'est l'économie néo-classique prêterait uniquement à rire si elle ne procédait d'un travail de dissimulation, sous couvert d'apolitisme, de l'étroitesse des liens qu'elle entretient avec le néo-libéralisme. L'orthodoxie néo-classique, qui sait calculer les bienfaits de celui-ci en unité d'utilité sociale et en taux de croissance dans le long terme, devra pourtant un jour apprendre à compter les ravages sociaux qu'il produit à l'échelle mondiale (si tragiques et connus qu'il est vain

---

<sup>46</sup> Herrera, R. (2000d), « Critique de l'économie "a-politique" », *L'Homme et la Société*, n° 135, pp. 87-104, janvier, Paris.

d'en dresser le tableau) — en nombre de morts physiques. Il n'y a pas, pas plus en économie qu'ailleurs, d'écriture innocente.

## Chapitre 11 : **Critique de la critique de la « pensée unique » en économie politique**

La question qui se pose alors est celle de savoir par quelle étrange opération les économistes du courant dominant s'accommodent d'avoir à formuler sur le monde si extraordinairement injuste et violent dans lequel ils sont plongés, et qui traverse de part en part leur « neutralité », des vérités prétendant à la science et à l'universalité, tout en excluant sa réalité de leur champ de vision, par la négation de la pertinence des concepts et méthodes susceptibles d'en rendre compte et l'édification compensatoire de fictions faites d'équilibres et d'harmonies, et toujours apologétiques d'un capitalisme conçu comme unique pensable de la théorie et horizon indépassable de l'histoire. Si la sortie du *mainstream* est, on l'a dit, nécessaire pour des raisons scientifiques et idéologiques, elle n'est pourtant pas suffisante. Encore faut-il selon nous faire la critique de la critique de la « pensée unique »<sup>47</sup>, condamner les condamnations du néo-libéralisme qui ne remettent pas en cause l'ordre social existant et ne rompent pas avec l'idéologie du capitalisme — celles compatibles avec le discours néo-classique réformiste, anti-libéral-pro-capitaliste.

La pensée unique (i.e. l'idéologie dominante) du capitalisme qui parvient à s'imposer est celle qui répond de la manière la plus appropriée aux besoins historiques immédiats de la dynamique de celui-ci. La lecture historique que nous donnons des pensées uniques du capitalisme qui se sont succédé depuis que la science économique s'est autonomisée et institutionnalisée, s'efforce de repérer l'évolution de leur contenu de classe et leur récurrente ambivalence dans le traitement réservé aux hommes selon qu'ils vivent au centre ou à la périphérie. La récente offensive néo-libérale, qui consolide le retour au pouvoir de la finance, s'analyse comme le résultat de la conjonction historique, au cours des années 1970-90, des échecs à la fois du modèle de régulation capitaliste au Nord, des plans de développement des bourgeoisies nationales au Sud et du bloc soviétique à l'Est, modifiant en profondeur le rapport de forces capital – travail à l'échelle mondiale et réorientant les modes de gestion de la crise de l'expansion du capital.

Nous tenons l'action opérée par la nouvelle pensée unique, qui selon nous s'impose en tant que système de représentations référentiel et rationnel dans l'articulation même de la théorie économique néo-classique et de la philosophie politique néo-libérale, pour un travail de réécriture de l'histoire des pensées

---

<sup>47</sup> Herrera, R. (2001a), « Y a-t-il une "Pensée unique" en économie politique ? », *La Pensée*, n° 325, pp. 99-111, janvier, Paris.

économique et philosophique présentée comme unique lecture possible de la succession des idées. Cette opération s'effectue dans la théorie (économique et philosophique) par un effet d'inversion-invention (un double renversement de ruptures en continuités et de continuités en ruptures transformant un *continuum* idéologique en un *continuum* théorique), visant pour l'orthodoxie à cacher son absence de résultat novateur (voire parfois d'authentiques régressions scientifiques), sous l'appellation de progrès de ses « nouvelles théories ».

La diffusion des pensées uniques du capitalisme a gagné en efficacité avec la mutation de l'« économie politique » en « économie pure » — le point tournant étant l'« économie politique pure » walrasienne. Mais la prétention de constituer la discipline en une science nomothétique et anti-idiographique à partir du modèle standard de l'*homo œconomicus* optimisateur, sur le mode d'un langage non discursif, exclusivement mathématique<sup>48</sup>, sans épaisseur sociale ni profondeur historique, est vouée à l'échec. Le refus de la confrontation des référents théoriques en tant que moteur propulsif de la recherche, le refoulement de la prégnance de l'idéologie dans le travail du chercheur, la négation de l'impossible détermination du noyau axiomatique qui formerait le *corpus* commun aux différentes écoles, ont conduit les néo-classiques à ce qu'ils entendaient précisément fuir — la spéculation — : l'énonciation de lois vraies en tout temps et en tout lieu, un universalisme masquant des particularismes oppressifs, la naturalisation par les détenteurs du pouvoir social de l'état des choses qui les favorise... d'où la convergence de la discipline vers une science-fiction économique, au rôle anti-social affirmé.

Il vient que la pensée unique actuelle du capitalisme :

1. articule une théorie économique néo-classique à prétention scientifique et une philosophie politique néo-libérale à vocation universelle édifiant un projet de société total ;
2. incorpore en la subsumant et en surmontant ses contradictions toute thèse externe et/ou critique comme l'une des composantes de son unité ;
3. fonctionne à l'unanimité « persécutive » par le jeu de la liberté de pensée concurrentielle (démocratique, au sens bourgeois du terme) et d'appareils académiques normalisés traquant l'esprit critique ;
4. exclut des processus de décisions économiques et politiques fondamentales les masses, par la polarisation des savoirs et la technicisation des tâches ;

---

<sup>48</sup> Paul Romer reproche aux grands économistes d'antan l'usage des « mots », plutôt que des équations...

5. dérive d'un rapport de forces dans la vie réelle entre le capital et le travail à l'échelle mondiale, traduisant l'accession de la finance à l'hégémonie ;

6. s'appuie sur l'hégémonie états-unienne, menacée, mais toujours effective, à base de monopoles (dont celui, régulateur en dernier ressort, de la force armée) ;

7. vient légitimer par une caution éthique et comme naturaliser la pratique du capital en lui permettant de durer par-delà l'échec de sa gestion ;

8. éclaire la dynamique d'expansion du capital, en préservant ce qu'il a d'essentiel tout en aménageant ce qu'il y a d'accessoire, par l'effet en retour des politiques néo-libérales ;

9. produit l'illusion que la lutte se limite au champ des idées et au cadre de l'académie où « *les armes de la critique* » font oublier « *la critique des armes* » ;

10. fait corps avec l'État, qui lui confère autonomie et autorité, en apportant à celui-ci la confirmation de son unicité-universalité et la fiction d'un consensus.

## Chapitre 12 : **Pour un retour aux sources (I) – La théorie de l'État chez Marx**

Notre intégration au courant de pensée à même de fournir les outils conceptuels, méthodologiques et analytiques d'une critique sans concession de l'idéologie dominante et d'une alternative au capitalisme — pour nous, le marxisme —, se fit à travers un retour aux sources théoriques, sur chacun des termes de la problématique qui est la nôtre : l'État et le développement. Pour ce qui est du premier des deux, nous sommes revenu sur la conception qu'en donne Marx<sup>49</sup>, de loin la plus radicale. Quand bien même il n'y aurait pas chez lui, comme on s'entend à le dire, de « théorie » de l'État, pas plus capitaliste que pré-capitaliste, encore moins socialiste, les éléments théorico-historiques qu'il a produits à ce sujet, souvent dans l'urgence même des luttes du mouvement ouvrier (ce qui en fait le contraire d'objets abstraits, bien plutôt des concepts-critiques), sont particulièrement nombreux et riches. Il fallait donc démonter ce paradoxe d'une absence apparente de théorie achevée et cohérente de l'État, dont l'analyse, pour ainsi dire omniprésente, occupe pourtant une place fondamentale dans son œuvre — et au-delà d'elle jusque dans les débats contemporains entre auteurs hétérodoxes. Notre effort a consisté, en prenant appui sur une lecture assez systématique des textes, de la *Critique de philosophie politique de Hegel* à la *Critique du programme de Gotha*, à tenter de saisir les continuités et ruptures des concepts successifs que mobilise Marx :

1. Marx part d'un État politique défini par sa séparation de la société civile et son opposition à elle<sup>50</sup>. Expression de l'intérêt général public, entité abstraite extérieure et supérieure, l'État rend l'homme, sans lui contraint à une existence individualiste, conforme à son essence communautaire, mais en fiction : il n'est qu'une image aliénée<sup>51</sup> de la société civile — ce qui renverse l'ordre de subordination hégélien. Ce faisant, l'État dévoile la nature réelle de la société

---

<sup>49</sup> Herrera, R. (2001b), « Éléments d'introduction sur la théorie de l'État chez Marx et Engels », *Cahier de la Maison des Sciences économiques de l'Université de Paris 1*, n° 1, janvier, Paris. Voir aussi : Herrera (1994a).

<sup>50</sup> Ce concept est commun, sur des trames distinctes, à ses trois sources d'inspiration intellectuelle : Rousseau et le socialisme démocratique égalitaire français, Smith et l'économie politique britannique, Hegel enfin, le plus grand inspirateur de Marx en même temps que son premier adversaire.

<sup>51</sup> C'est sous le vocabulaire de l'aliénation que Marx va progresser de la critique de la religion à celle de la politique (de Dieu à l'État), puis de cette dernière à la critique de l'économie (de l'État à l'argent) ; ce, dans le moment où il passe d'un libéralisme hégélien radicalisant (1842) à l'universalisme démocratique (1843) et au communisme (1844), avant de poser les fondements du matérialisme historique (1845-47).

moderne, qui repose, par la propriété privée et la recherche du profit, sur la violence des bourgeois à l'encontre des travailleurs.

2. À travers la critique de l'idéologie juridique s'opère une mutation conceptuelle vers un État vu comme instrument dans la lutte des classes et forme d'organisation de la classe bourgeoisie pour le procès d'extraction de la plus-value. L'État prend place dans la superstructure en position d'autonomie, mais subordonnée. La correspondance que Marx établit entre structure sociale de la propriété privée et forme qu'y prend le pouvoir d'État<sup>52</sup> approprié par les bourgeois (par le truchement notamment de mécanismes économiques) dans la logique même de généralisation à l'État de la propriété privée des moyens de production et d'échange marque sa rupture avec la tradition philosophique.

3. Le concept se complexifie en s'attachant à ceux d'appareil ou de machine d'État, où « *le travail est divisé et centralisé comme dans une usine* » et que les classes dominantes successives ont su perfectionner dans la reproduction des conditions de l'exploitation en accentuant sans cesse le caractère répressif. L'État devient sujet de pouvoir, rapport social, « *autocrate* », et non seulement objet, réification, « *automate* ».

4. La théorisation du *Capital* enrichit l'analyse de ses méthodes économiques, qui forment « *un ensemble systématique* » dans : la genèse du capitalisme industriel (régime colonial<sup>53</sup>, dette publique, finance...), la reproduction du procès de travail (législation de fabrique, école...) ou de la monnaie comme équivalent général... Indépendamment des capitalistes individuels, il agit pour résoudre les conflits entre fractions de la bourgeoisie dans l'intérêt général de classe de celle-ci et pour son unification en classe dominante.

5. C'est parce que l'État est la classe dominante elle-même organisée pour l'exercice de sa domination que le prolétariat devra l'utiliser « *une première et dernière fois* », le moment venu de la prise du pouvoir, comme levier pour l'émancipation-réunification de la société. Marx ouvre donc les questions à la fois théoriques de la fin de la politique (dictature du prolétariat, dépérissement de l'État...) et pratiques des mesures de transition révolutionnaire à la société communiste (fonctions étatiques « *légitimes* », nouvelle forme d'organisation sociale, développement des forces productives...).

---

<sup>52</sup> Pour parler du pouvoir d'État, Marx utilise des termes de sens proches combinés au mot *Staat* : *Macht*, *Herrschaft*, *Übergewicht*, *Vormacht* ; et souvent *Gewalt*, qui contient deux pôles sémantiques opposés, ici considérés comme presque substituables : le pouvoir institué prétendant à la légitimité et la violence.

<sup>53</sup> Cf. « *Marx et Engels face à la colonisation* » (Herrera [1994a], sous la direction d'É. Balibar).

### Chapitre 13 : **Pour un retour aux sources (II) – Marx et les théories du système mondial capitaliste**

Si les structures nationales du capitalisme fonctionnent et se reproduisent d'abord localement à l'articulation d'un marché domestique, sur lequel marchandises, capital et travail sont mobiles, et d'appareils d'État lui correspondant, ce qui définit le système mondial capitaliste est au contraire la dichotomie entre l'existence d'un marché global, intégré dans toutes ses dimensions (à l'exception du travail), et l'absence d'un ordre politique unique à l'échelle du monde, qui serait plus qu'une pluralité d'instances étatiques régies par le droit international public et/ou la violence du rapport de forces. Ce sont les causes, mécanismes et conséquences de cette asymétrie à l'œuvre dans l'accumulation du capital que s'efforcent de penser les théoriciens du système mondial capitaliste, qui prennent pour objet et proposent pour concept le monde en tant qu'entité concrète socio-historique faisant système. Notre second retour aux sources<sup>54</sup> a consisté à étudier dans leur rapport au marxisme les contributions de trois auteurs de ce courant : Amin, Wallerstein et Frank. Il paraît vain de rechercher une position unitaire de leurs démarches scientifiques. Mais elles se recourent, sans se recouvrir totalement, sur un fonds commun (concepts, méthodologies, ambitions intellectuelles, visées politiques...).

De toutes les inspirations de ces théories, l'œuvre séminale de Marx nous semble avoir été la plus puissante — et d'abord par sa critique du mythe de l'infailibilité du système hégélien, brisée dans l'édification du matérialisme historique (1<sup>ère</sup> rupture avec Hegel [1843-45]), puis dans son effort pour se tenir à l'écart des tentations déterministes en abandonnant la vision d'une progression historique selon une ligne universelle allant du monde oriental à la civilisation occidentale (2<sup>ème</sup> rupture avec Hegel [1877-81]). L'analyse que nous livre Marx de l'accumulation fait du capitalisme le premier mode de production global, en opposition par la mondialisation avec les modes pré-capitalistes : « la tendance à créer un marché mondial est incluse dans le concept même de capital ». Le lieu de départ du capitalisme est d'emblée le marché mondial, par la généralisation de la marchandise et la confrontation du capital-argent à d'autres formes que celle du capitalisme industriel. Avec l'expansion coloniale, la genèse

---

<sup>54</sup> Herrera, R. (2001c), « Les Théories du système mondial capitaliste », in Bidet et Kouvelakis (dir.), *Dictionnaire Marx contemporain*, Presses Universitaires de France, pp. 201-221, septembre, Paris.

du capitalisme, bien que située au XV<sup>e</sup> siècle et en Europe, n'appartient plus uniquement à cette dernière. Dès lors que l'espace de reproduction du rapport capital – travail est désigné comme mondial, et non seulement national, les sociétés extra-européennes se trouvent placées (combien violemment) dans la contemporanéité du temps du capitalisme.

L'apport de Marx ne peut selon nous être réduit aux affirmations des rôles moteurs : *i*) du prolétariat industriel occidental dans les processus capitalistes (par la production de plus-value du schéma A–M–A et de la reproduction élargie), *ii*) des pays capitalistes avancés dans le triomphe à venir de la révolution (ce qui fait *in fine* du capitalisme un « progrès de la civilisation bourgeoise » portant ses contradictions jusqu'à leur terme), *iii*) du capital industriel et de la sphère de production, relativement au capital marchand et à la sphère de circulation, dans l'identification du « vrai capitalisme ». Car, dans des écrits qui enjambent le *Capital*, Marx fournit aussi les éléments d'une pensée sociale du système mondial, en forme tantôt de nuances relativisant des propos qui prêtaient à confusion (« *de te fabula narratur !* »), tantôt d'incertitudes laissées ouvertes en des champs sociaux alors à peine explorés (*ob\_cina* russe), en soulignant :

1. la superposition de rapports de domination de nations et d'exploitation de classes, complexifiant la lutte de classes, par essence internationaliste mais formellement nationale, d'un prolétariat divisé structurellement selon un critère de nationalité (au point de tenir la révolution en Irlande, où fusionnent questions coloniale et nationale, pour « le préalable à tout changement social » en Angleterre)<sup>55</sup>.

2. la détermination de « toute l'organisation interne des peuples » par le marché mondial, sa division du travail et son « système interétatique », contraignant « selon des lois qui les régissent ensemble » les structures productives des « nations opprimées » détruites par la colonisation à se régénérer dans une spécialisation conforme aux intérêts métropolitains dominants (ces nations en venant à souffrir à la fois du développement et du manque de développement du capitalisme).

3. que l'État est, en Angleterre, placé au service des intérêts de la bourgeoisie industrielle par le fait que ce pays, « demiurge du cosmos bourgeois », s'est assuré la « conquête du marché mondial » et constitue le « cœur » capitaliste exportant ses

---

<sup>55</sup> Cette assertion ne sera toutefois pas transposée au-delà du cas irlandais (ni par Marx ni par Engels).

crises économiques vers le reste du monde et amortissant en retour les révolutions politiques survenant sur le continent européen<sup>56</sup>.

4. que certains modes d'exploitation non salariés<sup>57</sup> présentent des similitudes avec celui du prolétariat industriel, que l'extraction de plus-value est possible en l'absence de subsumption même formelle du travail au capital, ou que l'« esclavage du système de plantation pour le marché mondial » (aux États-Unis) est une « condition nécessaire de l'industrie moderne » et produit de la plus-value dès son intégration dans le procès de circulation du capital industriel par « l'existence du marché comme marché mondial ».

5. le refus catégorique enfin de toute « théorie historico-philosophique de la marche générale fatalement imposée à tous les peuples quelles que soient les circonstances historiques où ils sont placés » et l'appréhension (tâtonnante mais tangible) de la non- linéarité de l'évolution des formations sociales pensées comme combinaisons de modes de production différenciées selon leurs milieux historiques.

La disponibilité de Marx pour envisager, sous conditions, d'autres transitions vers le socialisme que le « long et sanglant calvaire » de la voie capitaliste, a pu plonger après lui nombre de marxistes dans le trouble (quand ils ne les « oubliaient » pas simplement). Nous y voyons, nous, dans l'indétermination complexe même des comparaisons successives, l'opportunité du surgissement de réflexions susceptibles de renouveler le marxisme, afin qu'il reste une pensée de l'évolution réelle du monde, pour une action de transformation révolutionnaire du monde.

---

<sup>56</sup> Mais le « marché du monde » et le « système des États » ne sont pas encore les concepts du système.

<sup>57</sup> Tels sont les cas notamment de la petite paysannerie, des coolies chinois, des ryots indiens...

Chapitre 14 : **Eléments sur l'histoire économique de Cuba en longue période – Colonialisme, impérialisme et projet communiste**

L'efficace de l'ensemble de référents conceptuels, méthodologiques et théoriques que nous avons mobilisés a été mise en pratique pour l'étude de l'histoire économique en longue période de Cuba, dans une série de travaux dont les uns sont déjà publiés<sup>58</sup>, les autres toujours en cours. Cuba se distingue des pays d'Amérique latine par des traits tout à fait singuliers. C'est : le territoire où la colonisation espagnole a duré le plus longtemps (de 1511 [conquête] à 1898 [fin de la guerre d'indépendance]) ; le pays où l'esclavage a duré le plus longtemps au monde (deuxième colonie à l'introduire [1511] après Hispaniola, avant-dernière à l'abolir [1886] avant le Brésil) ; celui vers lequel les déportations d'esclaves ont été les plus massives de l'Empire hispanique (un million d'individus, avec un point haut : 436 000 esclaves en 1841 pour une population d'un million d'habitants, noire à 60 %) ; dès 1850, le premier exportateur mondial de sucre ; une décolonisation tardive et douloureuse (1895-98 : l'armée espagnole d'occupation atteint 300 000 soldats, 1 pour 5 habitants, record dans les annales de la répression) ; enfin la première — à ce jour, la seule — révolution socialiste victorieuse d'Amérique.

Il ressort de ces recherches les éléments suivants :

1. C'est la violence de la *conquista*, menée sur le modèle de la *reconquista*, dans le chaos où est engloutie la population amérindo-cubaine, qui fixe au profit des oligarchies originelles les termes de la structure de propriétés privées foncières et minières, et, avec eux, les formes du pouvoir politique local. L'État extérieur internalisé de la formation sociale coloniale, fonctionnellement divisée selon un critère de race, garantit aux classes dominantes créoles les conditions systémiques de reproduction et de rationalisation de la surexploitation du travail forcé indien et esclave africain, tout en assurant aux élites dirigeantes métropolitaines celles d'une ouverture de cycles productifs (or, cuivre, bois, cuir, café...) par le pillage et leur fermeture sur une non-industrialisation<sup>59</sup>.

---

<sup>58</sup> Herrera, R. (2001e), « Capitalisme, esclavage et sucre à Cuba », *Cahier de la MSE de l'Université de Paris 1*, n° 2, Paris ; et (2001d), « Cuba et le projet communiste », in Bidet et Kouvelakis (dir.), *Dictionnaire Marx contemporain*, Presses Universitaires de France, pp. 343-354, septembre, Paris. Et encore : Herrera (2001f).

<sup>59</sup> Ce système seigneurial de soumission (*reducción*), distribution (*repartimiento*) et mise au travail forcé (*encomienda*) des travailleurs est très différent à la fois du féodalisme (en Europe, la structure productive n'est pas toute entière orientée vers le marché mondial) et des colonies anglaises d'Amérique du Nord (où le capitalisme y est d'emblée prédominant, et l'État subordonné dès l'origine à la bourgeoisie coloniale).

2. Cuba est spécialisée dans la production de sucre par une alliance internationale entre classes dominantes cubaines (propriétaires terriens latifundiaires et marchands) et sus-dominantes du centre (espagnoles, puis surtout anglo-américaines) au travers d'une stratégie d'insertion au système mondial capitaliste qui place la colonie en position dominée, mais dynamique. Cette spécialisation opère à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle sous les effets conjugués de chocs exogènes (occupation militaire anglaise, connexion au marché nord-américain, révolution haïtienne) et de facteurs endogènes qui liquident les vieux rapports de production et libèrent les forces productives. La croissance capitaliste, à l'opposé du développement, repose sur la base d'un système esclavagiste, si large qu'il façonne toute la formation sociale et durcit à l'extrême la lutte des classes<sup>60</sup>.

3. La dépendance à l'égard des États-Unis est antérieure à la soumission militaire de 1898. Elle est à l'œuvre dans l'échange dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, sous la domination politique même de la colonisation espagnole. Les liens tôt noués entre sucriers cubains (libérés de l'exclusif par l'armée anglaise) et industriels, marchands et armateurs nord-américains (coupés des marchés anglais) sont ceux qui attachent une périphérie à son centre<sup>61</sup>. Cuba est le premier marché extérieur des États-Unis indépendants, qui sont le débouché principal de ses exportations de sucre et contribuent à y prolonger tardivement le système d'exploitation esclavagiste (trafic interlope, élevage d'esclaves, traite des *coolies*...). Ce n'est que lorsque le passage de l'esclavage au salariat et la ruine des capitalistes locaux sont jugés définitifs que le capital productif et financier états-unien pénètre à Cuba les structures de la propriété et de l'État, pour les dominer en totalité.

4. C'est dans cette perspective du temps long que peut être appréhendée l'adhésion de Cuba au projet communiste ; et dans la continuité des révoltes esclaves et des guerres d'indépendance que doit être vu le mouvement d'émancipation du prolétariat multiracial cubain. Outre sa précoce et résolue combativité, ce qui caractérise ce dernier en regard du reste de l'Amérique latine, c'est le déploiement de revendications de transformation sociale radicale insérées et toujours imbriquées, non sans difficultés ni contradictions, à la fois

---

<sup>60</sup> L'idée « *unanimentement reconnue* » d'un esclavage espagnol « *doux* » avancé par Chaunu (1986) ne résiste pas à l'examen des faits. La rentabilité de l'esclavage cubain est maintenue par l'intensification des déportations et de la surexploitation, donc aussi, face aux soulèvements et aux fuites, de la répression.

<sup>61</sup> Celui-ci achète du sucre brut pour ses raffineries et fournit à celle-là des moyens de production (esclaves payables à crédit sur les exportations sucrières futures, matériel agricole, caisses...). En 1850, 65 % des exportations cubaines partent vers les États-Unis, 25 % vers l'Angleterre et 5 % vers l'Espagne.

dans la lutte contre l'esclavage et dans celle, anti-impérialiste, pour la libération nationale. L'analyse de la lutte des classes s'en trouve considérablement complexifiée : à Cuba, la révolution dut demeurer marxiste pour devenir marxiste.

5. Le processus révolutionnaire cubain ne saurait être vu, au risque d'en méconnaître la profondeur et l'originalité<sup>62</sup>, comme le simple reflet du soviétisme. Le redressement de l'économie depuis 1994 apporte la preuve d'une autonomie relative par rapport à l'ex-bloc de l'Est. L'apport décisif de l'URSS au projet de société cubain, sans voiler les sérieuses difficultés de sa construction, ne peut pas plus être interprété comme une reconduction de la dépendance du passé. Par le contrôle national-étatique de la propriété des moyens de production, l'amorce d'une industrialisation adaptée à un petit pays, la maîtrise de la répartition du surplus et de l'import pour un progrès homogénéisant la société, une formation placée au service des besoins du pays... il est le contraire de ce que réservent à la périphérie les lois du système mondial capitaliste. Malgré le resserrement du blocus états-unien et les dangers de l'ouverture au marché, la Cuba moderne n'est pas dépourvue d'atouts : massification de l'éducation, unité nationale et anti-impérialisme, conscience lucide aussi des acquis de sa révolution<sup>63</sup>...

---

<sup>62</sup> L'un de ses aspects les plus originaux fut sa mise en œuvre de l'« internationalisme prolétarien », où l'URSS, qui la finançait, eut d'ailleurs l'occasion d'y trouver le sens révolutionnaire de ses engagements.

<sup>63</sup> Les classements internationaux situent tous Cuba aux meilleurs rangs des pays du Sud en matière de : santé, éducation, recherche, culture, travail, égalité, condition féminine, situation de l'enfant, écarts villes-campagnes, sécurité, environnement, et même (malgré la très grave chute de 1991-94) alimentation.

Chapitre 15 : **Le Sud dans le système mondial en transformation – Pour un projet de transition du capitalisme mondial au socialisme mondial**

La mise au travail de la combinaison entre théorie et histoire est étendue à l'analyse du Sud dans le système mondial en transformation<sup>64</sup>, pour interroger à la fois le contenu du système global que la triade États-Unis–Europe–Japon cherche à imposer à travers la mondialisation néo-libérale et les contours d'un projet social alternatif.

1. La stratégie capitaliste mise en œuvre pour gérer la crise permanente du système mondial depuis les années 1970 et l'effondrement des bases de l'essor des décennies antérieures, est vouée à l'échec. Elle est incapable d'instaurer un nouvel ordre mondial : son projet de gestion de la crise de l'expansion du capital par le marché et dans le seul intérêt de court terme des forces dominantes capitalistes ne peut conduire qu'au chaos. Le capitalisme réellement existant n'est assimilable ni à l'économie de marché, ni à l'absence d'État, ni au développement. Il y a urgence à dissiper la confusion entretenue par la théorie dominante autour de ces notions, qui affaiblit la critique anti-capitaliste, et à formuler des solutions à la crise. Celles-ci impliquent la remise en cause des règles qui commandent la répartition du revenu, la consommation et l'investissement par les forces sociales anti-systémiques. Leur dynamique peut imposer au capital des contraintes extérieures à sa logique et reconstruire une alternative cohérente et efficace.

2. La crise du système mondial s'explique par le fait que les profits de l'exploitation capitaliste ne trouvent pas de débouchés rentables suffisants dans des investissements de développement des capacités de production. La gestion capitaliste de la crise vise donc à soumettre toutes les économies au critère exclusif du profit tout en ouvrant de nouvelles opportunités de placements à l'excédent de capitaux que cette soumission génère, afin d'éviter leur dévalorisation. Elle opère selon le dogme néo-libéral, au niveau global, par la mondialisation, et dans le cadre des États nationaux, par la dérégulation. Transferts de capitaux libéralisés, libre échange, changes flexibles, taux d'intérêts élevés, balances extérieures états-uniennes déficitaires, dette du Tiers Monde, privatisations des services publics participent ensemble de cette

---

<sup>64</sup> Amin, S. et R. Herrera (2000a), « El Sur en el sistema mundial en transformación », *Marx Ahora – Revista internacional de filosofía*, n° 10, pp. 161-178, janvier, La Havane ; et (2000b), « Le Sud dans le système mondial en transformation », *Recherches internationales*, n° 60-61, pp. 87-99, décembre, Paris.

politique (rationnelle du point de vue du capital) offrant aux capitaux flottants l'occasion d'une fuite en avant dans la finance spéculative.

3. La dérégulation correspond à une régulation unilatérale des marchés par le capital mondialement dominant des firmes transnationales. Après avoir été exclu du discours sur la mondialisation néo-libérale sans alternative tenant le capitalisme pour la « fin de l'histoire », le terme de « régulation » retrouve une place dans l'idéologie dominante : de Stiglitz à Soros, de la croissance endogène à la Banque mondiale... Le mythe d'une liberté des marchés qui résoudrait les problèmes sociaux et politiques s'est effondré en même temps que le pan de la mondialisation financière, avec les crises en série, pour l'heure contenues à la périphérie. La perte de crédibilité de la rhétorique néo-libérale exigeait sa rectification régulationniste pour que perdure son objectif. Ce contre-feux ne fait pas illusion.

4. En dépit d'une différenciation des pays du Sud, au point que le concept de « Tiers Monde » a aujourd'hui éclaté, la polarisation centres-périphéries demeure. Même là où l'industrialisation a progressé, les périphéries restent surtout perçues par le capital comme des réserves de main-d'œuvre. La gestion capitaliste de la crise se révèle dévastatrice pour les classes et les peuples dominés soumis à l'ajustement « structurel », mais s'est avérée profitable pour le capital : les transferts de capitaux du Sud vers le Nord sont allés croissant au cours des dernières décennies \_ c'était là l'objectif des plans d'ajustement et de gestion de la dette : organiser le pillage moderne le Sud, il n'y a pas d'autre qualification possible.

5. L'économie est politique : ce sont les rapports de forces qui régissent les marchés. L'instrument privilégié de l'hégémonie unipolaire et multidimensionnelle états-unienne est militaire<sup>65</sup>, fait de moyens de destruction massive à distance, mis en œuvre au mépris de l'ONU. Démocratie et droit international sont instrumentalisés, utilisés en complément de mesures économiques néo-libérales comme outils politiques destinés à gérer la crise et manipuler les peuples. Rien ne garantit *a priori* que les contradictions entre blocs de classes dominantes exacerbées par la crise trouveront à se résoudre par la voie démocratique.

6. Reste à savoir si, dans la phase actuelle de chaos, le projet impérialiste continuera d'écraser plus des trois quarts de l'humanité, ou si la réaction des

---

<sup>65</sup> Herrera, R. (dir.) (2001g), *L'Empire en guerre – Le monde après le 11 septembre*, ouvrage collectif (avec S. Amin, J. Bricmont, N. Chomsky, M. Chossudovsky, G. Labica, H. Magdoff, R. W. McChesney, T. Negri, I. Wallerstein...), 237 p., Le Temps des Cerises – EPO, novembre, Paris et Bruxelles.

victimes du système capitaliste, classes populaires des centres et peuples opprimés des périphéries, réussira à le mettre en échec. La montée en puissance des luttes sociales est aujourd'hui évidente. Seront progressistes les revendications qui s'articuleront aux luttes contre l'exploitation sociale et pour une démocratie déployée dans toutes ses dimensions, qui dénonceront le projet sociétal du capitalisme mondialisé néo-libéral, qui n'accepteront ni la soumission des peuples ni une démocratie de basse intensité, qui conquerront leur autonomie en contraignant les pouvoirs dominants à une exigence de progrès.

7. Nombreuses sont les propositions de réforme du système mondial pour relancer le développement ; les plus radicales prônant un keynésianisme à l'échelle mondiale. Ces réformes, qui ne conduiraient ni à la création d'institutions mondiales ni à la remise en cause du libre échange, rappellent le projet de nouvel ordre économique international du Groupe des 77 ou celui de banque centrale mondiale conçu par Keynes \_ l'un comme l'autre ayant échoué. Si sympathiques soient-elles, ces nouvelles propositions (comme la « taxe Tobin » pour le contrôle de la spéculation) sont utopiques : elles supposent que les centres acceptent un développement autonome et accéléré des périphéries, alors que cette mutation entrerait en conflit avec les intérêts du capital dominant.

8. Quel projet alternatif véritable à la mondialisation néo-libérale ? Cette alternative pourrait consister en la construction d'un monde multipolaire et démocratique, où une interdépendance organisée permettrait aux classes et peuples dominés d'accéder à de meilleures conditions de vie et de renforcer leurs positions face aux effets polarisants des monopoles de la triade<sup>66</sup>. Les contours d'une nouvelle régionalisation sont donc à dessiner, au-delà des États-nations, en forme d'organisations régionales<sup>67</sup> différentes de celles du système mondial capitaliste actuel (relais d'une mondialisation attachant des espaces géostratégiques périphériques aux centres ou intégrations subordonnées à la stratégie hégémonique états-unienne d'éclatement des États et de fractionnement des forces anti-systémiques).

9. C'est sur la base d'une telle régionalisation, déconnexion en adéquation avec les défis du temps présent, qui saurait concilier respect du droit à

---

<sup>66</sup> Pris ensemble, ces monopoles (technologie, finance, ressources naturelles, communication et médias, armes de destruction massive) conditionnent le cadre d'exercice de la loi de la valeur mondialisée.

<sup>67</sup> Les rôles qu'y tiendront l'Inde et la Chine seront décisifs ; ou l'Amérique latine, face à l'ALCA.

l'autonomie des peuples et mondialisation placée au service de ces derniers, qu'il convient de formuler les axes d'un projet de monde multipolaire et démocratique permettant, grâce à des institutions appropriées, un développement global homogène. Ces axes pourraient structurer une série de renégociations des règles actuelles en matière commerciale (fin des privilèges des oligopoles, accès aux marchés), monétaire (fin de la suprématie du dollar, arrangements locaux pour la stabilité des changes) et financière (fin du règne de la finance, orientation de l'investissement vers les activités productives) —remettant en cause les fonctions (l'existence ?) de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale — et ouvrir des discussions visant à instaurer une fiscalité de portée mondiale, à assurer la démilitarisation de la planète et à promouvoir une démocratisation de l'ONU.

Ce projet volontariste de marche vers un ordre planétaire, humaniste et progressiste, permettant de sortir le monde de la crise et du chaos, d'établir la démocratie dans tous les domaines et d'impulser le développement pour l'insertion de tous dans la vie sociale et l'égalité réelle dans l'accès aux moyens matériels que la modernité permet, ne restera pas une utopie, si les forces qui se cristallisent autour de lui trouvent leurs appuis dans les États-nations sur des organisations de classe remobilisées. Ces propositions pourraient aussi contribuer à redéfinir un programme de transition du capitalisme mondial au socialisme mondial.

La ligne méthodologique de nos recherches à venir, qui seront consacrées aux transformations actuelles du capitalisme, du socialisme et de la théorie économique, est tracée<sup>68</sup> : tenir ensemble théorie et histoire, analyses quantitatives et institutionnelles, critique (interne et externe) de l'idéologie dominante et propositions pour l'action de transformation du monde.

---

<sup>68</sup> Voir notamment : Herrera, R. (dir.) (2003a), *Cuba et le projet communiste, Tome 1 : Histoire et culture*, ouvrage collectif (avec I. Monal, O. Miranda, O. Pino Santos, O. Zanetti et J. Cantón), 347 p., collection Forum du Tiers Monde, L'Harmattan, Paris. Également : Herrera (2003b, 2003c, 2003d).

## Bibliographie

- Aghion, P. et P. Howitt (1998), *Endogenous Growth Theory*, The MIT Press, Cambridge.
- Alexander, X. (1990) « The Impact of Defence Spending on Economic Growth », *Defence Economics*, n° 2, pp. 39-55.
- Amable, B. et D. Guellec (1992), « Les Théories de la croissance endogène », *Revue d'Economie politique*, Vol. 102, N° 3.
- Amable, B., R. Boyer et F. Lordon (1995), « L'ad hoc en économie : la paille et la poutre », pp. 267-290, in d'Autume et Cartelier, *L'économie devient-elle une science dure ?*, *Economica*.
- Amin, S. (1970), *L'Accumulation à l'échelle mondiale*, 2 volumes, Anthropos, Paris.
- Amin, S. et R. Herrera (2000a), « El Sur en el sistema mundial en transformacion », *Marx Ahora - Revista internacional de filosofia*, n° 10, pp. 161-178, janvier, La Havane.
- Amin, S. et R. Herrera (2000b), « Le Sud dans le système mondial en transformation », *Recherches internationales*, n° 60-61, pp. 87-99, décembre, Paris.
- Arora, V.B. et T. Bayoumi (1994), « Réduction des dépenses militaires dans le monde : Qui va y gagner ? », *Finances & Développement*, pp. 24-27, mars.
- Arrow K. (1992), « The Basic Economics of Arms Reduction », in Isard et Anderton eds., *Economics of Arms Reduction and the Peace Process*, pp. 57-67, North-Holland, Amsterdam.
- Arrow, K. (1962), « The Economic Implications of Learning by Doing », *Review of Economic Studies*, Vol. 29, pp. 155-173.
- Arrow, K.J. et J.E. Li (1993), « A Note on the Peace Dividend and Reallocation of Knowledge Skills », in Brauer, J. et M. Chatterji eds., *Economic Issues of Disarmament*, pp. 26-32, Macmillan, Londres.
- Aschauer, D.A. (1989a). « Is Public Expenditure Productive ? », *Journal of Monetary Economics*, Vol. 23, pp. 177-200.
- Aschauer, D.A. (1989b), « Does Public Capital Crowd Out Private Capital? », *Journal of Monetary Economics*, Vol. 24, N° 2, pp. 171-188.
- Azam, J.P. (1993), « The "Côte d'Ivoire" Model of Endogenous Growth », *European Economic Review*, Vol. 37, N° 2-3, pp. 566-576.
- Azariadis, C. et A. Drazen (1990), « Threshold Externalities in Economic Development », *Quarterly Journal of Economics*, pp. 501-526.
- Banque mondiale (1993), *The East Asian Miracle - Economic Growth and Public Policy*, A World Bank Policy Research Report, Washington D.C.
- Banque mondiale (1997), « L'Etat dans le monde en mutation », *Rapport sur le développement dans le monde*, Washington D.C.

- Banque mondiale (1999), « Le Savoir au service du développement », *Rapport sur le développement dans le monde*, Washington D.C.
- Barro, R.J. et X. Sala-I-Martin (1995), *Economic Growth*, McGraw-Hill, New York.
- Barro, R.J. (1990), « Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth », *Journal of Political Economy*, Vol. 98, N° 5, pp. S103-S125.
- Barro, R.J. (1991), « Economic Growth in a Cross Section of Countries », *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 106, N° 2, pp. 407-443.
- Bayoumi T., Hewitt D. et S. Szymansky (1993), « The Impact of Worldwide Military Spending Cuts on Developing Countries », *IMF Working Paper*, n° 93-86, novembre.
- Bayoumi, T., D.P. Hewitt et J. Schiff (1995), « Economic Consequences of Lower Military Spending », in Klein, L.R., F.C. Lo et W.J. McKibbin eds., *Arms Reduction*, pp. 172-219, UN University Press, Tokyo.
- Benhabib, J. et M.M. Spiegel (1994), « The Role of Human Capital in Economic Development : Evidence from Aggregate Cross-Country Data », *Journal of Monetary Economics*, Vol. 34, n° 2, pp. 143-173.
- Biswas B. et R. Ram (1986), « Military Expenditure and Economic Growth in Less Developed Countries », *Economic Development and Cultural Change*, n° 34, pp. 361-372.
- Boyer, R. (1989), « Croissance et fluctuations », projet de contribution à l'Encyclopédie économique *Economica*, août, Paris.
- Bregman, A. et A. Marom (1993), « Growth Factors in Israel Business Sector : 1958-1988 », *Banque d'Israël*, Tel Aviv.
- Brunhoff, S. de (1986), *L'Heure du marché – Critique du libéralisme*, Presses Universitaires de France, Paris.
- Byé, M. et G. Destanne de Bernis (1987), *Relations économiques internationales*, Dalloz, Paris.
- Chaunu, P. (1986), *Histoire de l'Amérique latine*, Presses Universitaires de France, Paris.
- Christiano, L.J. (1987), « Comment on Romer's Crazy Explanations of the Productivity Slowdown », *Federal Bank of Minneapolis*, mimeo.
- Deger, S. (1986), *Military Expenditure in the Third World Countries: The Economic Effects*, Routledge & Kegan Paul, Londres.
- Deger S. et S. Sen (1995), « Military Security and Developing Countries », in Hartley et Sandler eds., *Handbook of Defense Economics*, North Holland, Amsterdam.
- Dessus, S. et R. Herrera (1999), « Capital public et croissance: une étude en économétrie de panel », *Revue économique*, Vol. 50, n° 1, pp. 113-126, janvier, Paris.
- Dessus, S. et R. Herrera (2000), « Public Capital and Growth: A Panel Data Assessment », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 48, n° 2, pp. 407-418, janvier, Chicago.

- Devarajan, S., V. Swaroop et H.f. Zou (1996). « The Composition of Public Expenditure and Economic Growth », *Journal of Monetary Economics*, Vol. 37, pp. 313-344.
- Diamond, J. (1989). « Government Expenditure and Economic Growth: An Empirical Investigation », *Fiscal Affairs Department Working Paper*, n° 45, International Monetary Fund.
- Easterly, W. et S. Rebelo (1993), “Fiscal Policy and Economic Growth: An Empirical Investigation”, *Journal of Monetary Economics*, Vol. 32, pp. 417-458, décembre.
- Edelstein, M. (1990), “What Price Cold War? Military Spending and Private Investment in the U.S., 1946-1979”, *Cambridge Journal of Economics*, Vol. 14, n° 4, pp. 421-437.
- Faini, R., P. Annez et L. Taylor (1984), “Defense Spending, Economic Structure, and Growth: Among Countries Over Time”, *Economic Development and Cultural Change*, n° 32, pp. 487-498.
- Feder, G. (1983). “On Exports and Economic Growth”, *Journal of Development Economics*, Vol. 12, pp. 59-73.
- Flores de Fructos, R. et A. Pereira (1993), « Public Capital and Aggregate Growth: Is Public Capital Productive ? », University of California at San Diego Discussion Paper, n° 93-91, juillet.
- Gazier, B. et R. Herrera (2000), « Escaping from the Crisis: South Korea », actes du colloque Banque mondiale – Korean Social Security Association, “Flexibility vs. Security? Social Policy and the Labor Market in Europe and East Asia”, pp. 325-412, en Anglais et en Coréen, décembre, Séoul.
- Gazier, B. et R. Herrera (2001), « Politique de l’emploi et protection contre le chômage en Corée du Sud après la crise asiatique », *Revue Tiers Monde*, n° 168, pp. 929-946, octobre-décembre, Paris.
- Grossman, G. et E. Helpman (1991), *Innovation and Growth in the Global Economy*, MIT Press, Cambridge Ma.
- Grossman, P.J. (1988). “Government and Economic Growth: A Non-Linear Relationship”, *Public Choice*, Vol. 56, pp. 193-200.
- Guellec, D. et P. Ralle (1996), *Les Nouvelles Théories de la croissance*, Repères, La Découverte, Paris.
- Guerrien, B. (1996), *Dictionnaire d’analyse économique*, La Découverte, Paris.
- Guerrien, B. (1999), *L’Economie néo-classique*, Repères, La Découverte, Paris.
- Hamermesh, D.S. [1986], « The Demand for Labor in the Long Run », in Ashenfelter, O. et R. Layard eds., *Handbook of Labor Economics*, pp. 429-471.
- Hénin, P.Y. et P. Ralle (1994), « Les Nouvelles Théories de la croissance : quelques apports pour la politique économique », *Revue économique*, hors-série, pp. 75-100.
- Herrera, R. (1994a), « Marx et Engels face à la colonisation », mémoire de Maîtrise de Philosophie, sous la direction d’É. Balibar, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, septembre.

- Herrera, R. (1994b), *Statistics on Military Expenditure in Developing Countries: Concepts, Methodological Problems, and Sources*, Centre de Développement de l'OCDE, 74 p., Paris.
- Herrera, R. (1997a), « Productivités et externalités des dépenses publiques : une étude économétrique sur séries temporelles », *Économie & Prévision*, vol. 5, n° 131, pp. 145-153, octobre, Paris.
- Herrera, R. (1997b), « À propos de la Substituabilité entre travail non qualifié et travail qualifié », *Congrès annuel de l'Association française de Science économique (AFSE)*, septembre, Paris.
- Herrera (1998a), « Dépenses publiques d'éducation et capital humain dans un modèle convexe de croissance endogène », *Revue économique*, vol. 49, n° 3, pp. 831-844, mai, Paris.
- Herrera, R. (1998b), « Dépenses militaires : quels effets sur les finances publiques et la croissance économique ? », *Revue d'Économie politique*, Vol. 108, n° 4, pp. 503-530, juillet, Paris.
- Herrera, R. (1999a), « Modelling the Impact of Educational and Infrastructural Expenditures on Growth », *séminaire au Ministère du Plan du Viêt-nam*, juin, Hanoi.
- Herrera, R. (1999b), « Mathematical Elements for a Study of the Effects of Productive and Non-Productive Public Spending on Long-Run Growth and Welfare », *séminaire au Département de Mathématiques de l'Académie des Études économiques de Bucarest*, décembre, Bucarest.
- Herrera, R. (1999c), « Une lecture critique du Rapport sur le développement dans le monde de la Banque mondiale », *Mondes en développement*, n° 107-108, pp. 35-40, janvier, Bruxelles.
- Herrera, R. (2000a), « Le Rôle des dépenses militaires dans les pays en développement – Une revue critique de la littérature orthodoxe », *Mondes en développement*, n° 112, pp. 39-58, décembre, Bruxelles.
- Herrera, R. (2000b), « Por uma crítica da nova teoria neoclássica do crescimento », *Revista da Sociedade brasileira de Economia Política*, n° 7, pp. 55-73, décembre, Rio de Janeiro.
- Herrera, R. (2000c), « Éléments pour une critique de la nouvelle théorie néoclassique de la croissance », *Cahier de la Maison des Sciences économiques de l'Université de Paris 1, Cahiers rouges du MATISSE*, n° 75, 21 p., décembre, Paris.
- Herrera, R. (2000d), « Critique de l'économie "a-politique" », *L'Homme et la Société*, n° 135, pp. 87-104, janvier, Paris.
- Herrera, R. (2001a), « Y a-t-il une "Pensée unique" en économie politique ? », *La Pensée*, n° 325, pp. 99-111, janvier, Paris.
- Herrera, R. (2001b), « Éléments d'introduction sur la théorie de l'État chez Marx et Engels », *Cahier de la Maison des Sciences économiques de l'Université de Paris 1, Cahiers rouges du MATISSE*, n° 1, janvier, Paris.

- Herrera, R. (2001c), « Les Théories du système mondial capitaliste », in Bidet et Kouvelakis (dir.), *Dictionnaire Marx contemporain*, Presses Universitaires de France, pp. 201-221, septembre, Paris.
- Herrera, R. (2001d), « Cuba et le projet communiste », in Bidet et Kouvelakis (dir.), *Dictionnaire Marx contemporain*, Presses Universitaires de France, pp. 343-354, septembre, Paris.
- Herrera, R. (2001e), « Emergence, essor et déclin de l'esclavage cubain », *Cahier de la Maison des Sciences économiques de l'Université de Paris 1, Cahiers rouges du MATISSE*, n° 2, Paris.
- Herrera, R. (2001f), « Capitalisme, esclavage et sucre à Cuba (1511-1886) », in M. Dorigny et M.J. Rossignol (eds.), *La France et les Amériques au temps de Jefferson et de Miranda*, pp. 125-136, Édition Société des Etudes Robespierriennes, juin, Paris.
- Herrera, R. (dir) (2001g), *L'Empire en guerre – Le monde après le 11 septembre*, ouvrage collectif (avec S. Amin, J. Bricmont, N. Chomsky, M. Chossudovsky, G. Labica, H. Magdoff, R. W. McChesney, T. Negri, I. Wallerstein...), 237 p., Le Temps des Cerises – EPO, novembre, Paris et Bruxelles.
- Herrera, R. (2002), « Persistir marxista para se tornar marxista », *Revista da Sociedade Brasileira de Economia Política*, n° 11, pp. 125-138, décembre, Rio de Janeiro.
- Herrera, R. (dir) (2003a), *Cuba révolutionnaire, tome 1 : Histoire et culture*, ouvrage collectif (avec I. Monal, O. Miranda, O. Pino Santos, O. Zanetti et J. Cantón), collection Forum du Tiers-Monde, L'Harmattan, Paris.
- Herrera, R. (2003b), « De Morgan à Rockefeller – Le Pouvoir de la grande finance états-unienne dans la Cuba pré-révolutionnaire (1898-1958) », *Économies et Sociétés, série Développement, croissance et progrès*, tome XXXVII, n° 5, Paris.
- Herrera, R. (2003c), « L'État contre le service public », *Actuel Marx*, n° 34, septembre, Paris.
- Herrera, R. (2003d), « The Hidden Face of Endogenous Growth Theory: The State vs. the Public Service », *Cahier de la Maison des Sciences économiques de l'Université de Paris 1, Cahiers rouges du MATISSE*, n° 37, Paris.
- Herrera, R. (2003e), « Neoclassical Economic Science Fiction and Neoliberal Reality », *Cahier de la Maison des Sciences économiques de l'Université de Paris 1, Cahiers rouges du MATISSE*, n° 36, Paris.
- Herrera, R. et I. Johsua (2002), « La Contrainte extérieure cubaine », *Revue Tiers Monde*, Tome XLIII, n° 171, pp. 517-534, juillet-septembre, Paris.
- Herrera, R. et P. Nakatani (2002), « La Dollarisation cubaine – Éléments de réflexion pour une dé-dollarisation », *Revue Tiers Monde*, Tome XLIII, n° 171, pp. 535-553, juillet-septembre, Paris.
- Herrera, R. et P. Nakatani (2003), « A (des)dolarização », *Cahier de la Maison des Sciences économiques de l'Université de Paris 1, Cahiers rouges du MATISSE*, n° 35, Paris.

- Herzog, P. (1970), "Eléments pour une critique des théories de la croissance", *Revue économique*, Vol. XXI, n° 2, mars et n° 3, mai.
- Holz-Eakin, D. (1988), « Private Output, Government Capital and Infrastructure Crisis », Columbia University, Discussion Paper, n° 394, mai.
- Huang, C. et A. Mintz (1991), "Defence Expenditures and Economic Growth: The Externality Effects", *Defence Economics*, Vol. 3, pp. 35-40.
- Intriligator, M.D. et D.L. Brito (1990), "Arms Race Modelling: A Reconsideration", in Gleditsch, N.P. et O. Njolstad (eds.), *Arms Races: Technological and Political Dynamics*, Sage, Londres.
- Isard, W. (1988), *Arms Races, Arms Control and Conflict Analysis*, Cambridge University Press, New York.
- Jones, L.E. et R.E. Manuelli (1990), « A Convex Model of Optimum Equilibrium Growth: Theory and Policy Implications », *Journal of Political Economy*, Vol. 98, pp. 1008-1038.
- Knight, M., N. Loayza et D. Villanueva (1995) "The Peace Dividend: Military Spending Cuts and Economic Growth", *International Monetary Fund Working Papers*, Middle Eastern Department, n° 95-53, mai.
- Landau D. (1986), « Government Expenditure and Economic Growth in Less Developed Countries: An Empirical Study for 1960-80 », *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 35, pp. 35-75.
- Leontief, W. et F. Duchin (1980), "Worldwide Implications of Hypothetical Changes in Military Spending – An Input-Output Approach", *Institute for Economic Analysis*, New York, août.
- Lichtenberg, F.R. (1992), "R&D Investment and International Productivity Differences", *National Bureau of Economic Research Working Paper*, n° 4161, septembre.
- Looney, R.E. (1996), "Pakistani Defense Expenditures and the Macroeconomy: Alternative Strategies to the Year 2000", *Allied Social Science Associations, Annual Meeting 1996*, San Francisco, janvier.
- Lucas, R. (1988), « On the Mechanisms of Economic Growth », *Journal of Monetary Economics*, Vol. 22, n° 1, pp. 3-42.
- Mankiw, G., D. Romer et D. Weil (1992), « A Contribution to the Empirics of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 107, n° 2, pp. 407-427.
- Marglin, S. (1973), « Origines et fonctions de la parcellisation des tâches », in A. Gorz (éd.), *Critique de la division du travail*, pp. 41-90, Le Seuil, Paris.
- Muet, P.A. (1992), *Croissance et cycles – Théories contemporaines*, Economica, Paris.
- Munnell, A.H. (1992). "Policy Watch: Infrastructure Investment and Economic Growth", *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 6, pp. 189-198.
- Pritchett, L. (1999), "Where has all the education gone?", *mimeo*, Banque mondiale, Washington D.C.

- Ram, R. (1986). "Government Size and Economic Growth: A New Framework and Some Evidence from Cross-section and Time-series Data", *American Economic Review*, Vol. 76, pp. 191-203.
- Rebelo, S. (1990), « Long Run Policy Analysis and Long Run Growth », *NBER Working Paper*, n° 3325.
- Romer, P.M. (1986), « Increasing Returns and Long-Run Growth », *Journal of Political Economy*, Vol. 94, n° 5, pp. 1002-1037.
- Romer, P.M. (1987), "Crazy Explanations for the Productivity Slowdown", *NBER Macroeconomics Annual*.
- Romer, P.M. (1990), « Endogenous Technological Change », *Journal of Political Economy*, Vol. 98, n° 5, part II, S71-S102.
- Rosier, B. (1975), *Croissance et crise capitalistes*, Presses Universitaires de France, Paris.
- Rothschild, K.W. (1977), "Military Expenditure, Exports, and Growth", *Kyklos*, Vol. 26, pp. 804-813, décembre.
- Sala-I-Martin, X. (1990), « Lectures Notes on Economic Growth », *NBER Working Papers*, N°s. 3563-3564.
- Sen, A.K. (1992), "Wars and Famines: On Divisions and Incentives", in Isard, W. et C.H. Anderton eds., *Economics of Arms Reduction and Peace Process*, pp. 219-234, North Holland, Amsterdam.
- Smith, R.P. (1977), "Military Expenditure and Capitalism", *Cambridge Journal of Economics*, Vol. 1, n° 1, pp. 61-76.
- Solow, R. (1956), « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 70, n° 1, pp. 65-94.
- Solow, R. (1972), *Théories de la croissance*, Armand Colin.
- Solow, R. (1987), « Growth Theory and After », *Nobel Prize in Economic Science Lecture*, The Nobel Foundation, Stockholm.
- Sonnenschein, H. (1973), « Do Walras Identity and Continuity Characterize Class of Community Excess Demand ? », *Journal of Economic Theory*, n° 6.
- Stern, N. (1992), *Le Rôle économique de l'État dans le développement*, Payot, Lausanne.
- Stewart, D.B. (1991), "Economic Growth and the Defense Burden in Africa and Latin America: Simulations from a Dynamic Model", *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 39, pp. 189-207.
- Stiglitz, J.E. (1988), *Economics of the Public Sector*, W.W. Norton & Company, New York.
- Tinbergen J. (1990), « Conventional and New Thinking in Defence Economics », *Defence Economics*, Vol. 1, pp. 121-128.
- Uchimura, K. et H. Gao (1993), « The Importance of Infrastructure on Economic Development », *World Bank Latin America and Caribbean Department*, Banque mondiale, Washington D.C.

- Ward, M.D., A. Cochrane, D.R. Davis, M. Penubarti et S. Rajmaira (1992), "Economic Growth, Investment, and Military Spending in India", in Chan S. et A. Mintz eds., *Defense, Welfare, and Growth*, Routledge, pp. 119-136.
- Young, A. (1928), « Increasing Returns and Economic Progress », *Economic Journal*, n° 38, pp. 527-542.